

RESILAC 1

**QUATRE ANNÉES D'INTERVENTIONS
POUR LA COHÉSION SOCIALE DANS 4 COMMUNES
DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN
(DARGALA, MINDIF, KOZA ET MORA)**



**TERRE
SOLIDAIRE**



**L'arbre de
L'AUTOPROMOTION
CDD**



**ACADIR
EXTRÊME-NORD**

Ce rapport a été rédigé grâce aux contributions de l'équipe du Comité Diocésain de Développement (CDD) coordonnée par André Yonga et de l'ACADIR-Extrême Nord présidée par le Révérend Samuel Heteck. Les diagnostics territoriaux ainsi que les travaux de deux évaluateurs externes (Pr Philippe Kosma en 2021 puis Pr Ibrahim Bienvenu Mouliom Mounbakou) ont également enrichi les données et les analyses.

Emilie Leroux, chargée de mission au CCFD-Terre Solidaire en a assuré la coordination.

Merci à toutes celles et ceux qui ont relu, commenté et/ou corrigé le rapport : Marie-Ange Louvet et Monique Lafaysse, toutes deux élues dans les instances nationales associatives du CCFD- Terre Solidaire, Isabelle Manimben, Responsable du Service Afrique, Nelly Argand, Chargée de financements institutionnels au CCFD-Terre Solidaire, Jacques Doubla Bitang-Bitang, Secrétaire général du CDD, Hélène Ronceray Coordinatrice régionale du Projet RESILAC.

Le projet RESILAC « Redressement Économique et Social Inclusif du Lac Tchad » vise à contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du Bassin du Lac Tchad les plus impactés par la crise sécuritaire et le changement climatique. Avec le soutien financier de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement, le projet RESILAC est mis en œuvre par un consortium d'ONG (Action contre la Faim - chef de file, CARE et Groupe URD) et en partenariat avec le CCFD – Terre Solidaire, Search For Common Ground et des organisations locales dans les quatre pays.

Cette synthèse se propose tout d'abord de présenter le contexte général et les caractéristiques des 4 communes d'intervention en s'appuyant sur les diagnostics communautaires réalisés à l'échelle de chaque commune en début d'intervention (Chapitre 1). Elle revient ensuite rapidement sur le projet RESILAC 1 (Chapitre 2) puis sur les enjeux portés par le CCFD-Terre Solidaire, le Comité de développement (CDD), Dynamique citoyenne et l'Association camerounaise pour le Dialogue interreligieux (ACADIR) et sur la construction de la méthodologie (Chapitre 3). Les premiers effets et changements relevés à partir de 2021 puis 2022 sont présentés (Chapitre 4), ils sont issus d'évaluations internes et externes. Enfin, les principales activités menées sont présentées (Chapitre 5).

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES	5
CHAPITRE 1 : CONTEXTE	6
BASSIN DU LAC TCHAD	6
EXTRÊME NORD DU CAMEROUN	6
ZONES D'INTERVENTION DU RESILAC : SYNTHÈSE DES DIAGNOSTICS	7
CHAPITRE 2 : LE PROJET RESILAC 1	15
CHAPITRE 3 : LES ACTEURS DU VOLET « COHÉSION SOCIALE »	16
RELATIONS PARTENARIALES	16
DONNÉES FINANCIÈRES POUR LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET SES PARTENAIRES	16
CONSTRUCTION D'UNE VISION COMMUNE ET D'UN CADRE D'ÉCHANGES	17
STRATÉGIE ET MÉTHODOLOGIE POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE	19
CHAPITRE 4 : ÉVALUATION DES EFFETS DES ACTIVITÉS RÉALISÉES	22
L'ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE	22
Un pool d'OBC actives sur les bases d'une confiance retrouvée	22
Des OBC reconnues car au service de leur communauté	23
Les prémices d'un suivi citoyen de l'action publique communale	24
LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX FAIT TOMBER LES PRÉJUGÉS ET TENSIONS	26
Les tensions religieuses s'expriment plus facilement et collectivement	26
Les leaders religieux et traditionnels s'engagent pour le dialogue interreligieux	26
Les liens communautaires interreligieux se développent	26
LE COLLECTIF EN VOIE DE DEVENIR UN PILIER DE LA GOUVERNANCE	28
Les communautés prennent conscience de leurs capacités à agir	28
Le dialogue, ciment communautaire, base de la mixité ?	30
Débats, fêtes culturelles, compétitions sportives et actions collectives tissent des liens entre les communautés et les villages	31
LA RECONNAISSANCE DES JEUNES ET DES FEMMES : MOBILISATION RENFORCÉE POUR UNE INCLUSION PLUS FORTE	31
Des cadres collectifs spécifiques qui libèrent la parole	31
Jeunes et femmes mobilisés et plus reconnus	31
Des rapports sociaux apaisés et plus faciles	32
CHAPITRE 5 : FICHES SUR LES ACTIVITÉS	34
Fiche 1 : Diagnostics communautaires	34
RENFORCEMENT DU MILIEU ASSOCIATIF ENGAGÉ DANS LA CITOYENNETÉ	36
Fiche 2 : Accompagnement des organisations à base communautaire (OBC)	36
Fiche 3 : Promotion du contrôle de l'action publique locale par les citoyens (plateformes)	40
Fiche 4 : Dynamisation des mouvements de jeunesse	42
Fiche 5 : L'appui à des micro-projets collectifs porteurs de citoyenneté et d'intérêt général	45

PROMOTION DU DIALOGUE ET DE L'INTERCONNAISSANCE

46

Fiche 6 : Dialogues communautaires

46

Fiche 7 : Promotion du dialogue interreligieux

50

Fiche 8 : Rencontres culturelles, sportives et citoyennes

52

LISTE DES ACRONYMES

ACADIR	Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux
ACF	Action Contre la Faim
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APEE	Associations de Parents d'Elèves et d'Enseignants
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
BIP	Budget d'Investissement Public
BLT	Bassin du Lac Tchad
CCODES	Cadre de Concertation Communale du Développement Economique et Social
CDD	Comité Diocésain de Développement
CCFD-Terre Solidaire	Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire
CMPJ	Chefs du Centre Multifonctionnel de la promotion des jeunes
CNJC	Conseil National de la Jeunesse du Cameroun
CVD	Comités Villageois de Développement
DAJEC	Délégués d'Arrondissement de la jeunesse et de l'Education Civique
DC	Dynamique Citoyenne
GANE	Groupes Armés Non Etatiques
GIC	Groupe d'Initiatives Communes
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base du Cameroun
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINSANTE	Ministère de la Santé
OBC	Organisation à Base Communautaire
OSC	Organisation de la Société Civile
RDPC	Rassemblement démocratique du peuple camerounais
RESILAC	Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad
SFCG	Search For Common Ground
UNDP	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
UE	Union européenne
URD	Groupe Urgence Réhabilitation Développement

1. CONTEXTE

BASSIN DU LAC TCHAD

La région du bassin du lac Tchad couvre partiellement les quatre pays riverains du lac (**le Niger, le Nigéria, le Cameroun et le Tchad**) et s'étend sur 1000 km du nord au sud, et 500 km d'est en ouest. En 2015, il était estimé que le bassin hydrographique actif du lac Tchad regroupait près de 50 millions d'habitant-e-s. Considéré comme essentiel pour assurer la sécurité alimentaire de 13 millions d'habitant-e-s et de deux métropoles - N'Djaména, la capitale du Tchad, et Maiduguri, la capitale de l'État du Borno au Nigéria -, cet espace est menacé depuis plusieurs décennies car il doit faire face à d'importants défis environnementaux (vulnérabilité des écosystèmes face au changement climatique et à la pression maintenue sur les ressources naturelles), socio-économiques (croissance démographique rapide, tensions religieuses, pauvreté, etc.) et politiques (mal gouvernance, crises politiques à répétition, enjeux géopolitiques et sécuritaires).

Depuis 2009, la région est également sujette à une **crise sécuritaire sans précédent** liée à l'insurrection de différents groupes armés non étatiques (GANE). Les attaques, les exactions et l'expansion territoriale des GANE depuis 2013-2014 ont profondément impacté le système régional (**arrêt des flux commerciaux**) et sa population (meurtres, enlèvements, **déplacements massifs de populations**, etc.). La stratégie de la terreur instaurée par les GANE et les stratégies nationales de répression menées par les forces de défense et de sécurité, couplées aux défis chroniques de la région, ont eu pour conséquence de **renforcer les conflits préexistants** (conflits agro-pastoraux induits par la raréfaction des ressources naturelles, conflits inter- et intra- communautaires, etc.) **tout en favorisant de nouvelles formes de conflictualités** (conflits entre populations déplacées et populations hôtes, clivages religieux et ethniques, formation de milices citoyennes d'auto-défense conduisant à une augmentation de la violence, etc.). **En 2017, cette région était considérée comme l'une des plus vulnérables d'Afrique et sujette à l'une des pires crises humanitaires contemporaines**¹.

EXTRÊME NORD DU CAMEROUN



La région de l'Extrême Nord est la **plus densément peuplée et la plus pauvre du Cameroun**. Située à 2 jours de route de Yaoundé, elle est frontalière de la capitale tchadienne, Ndjaména et de l'État du Borno au Nigéria. Elle a donc de multiples liens, humains, culturels, géographiques, économiques et sécuritaires avec ces deux pays.

Elle est marquée par :

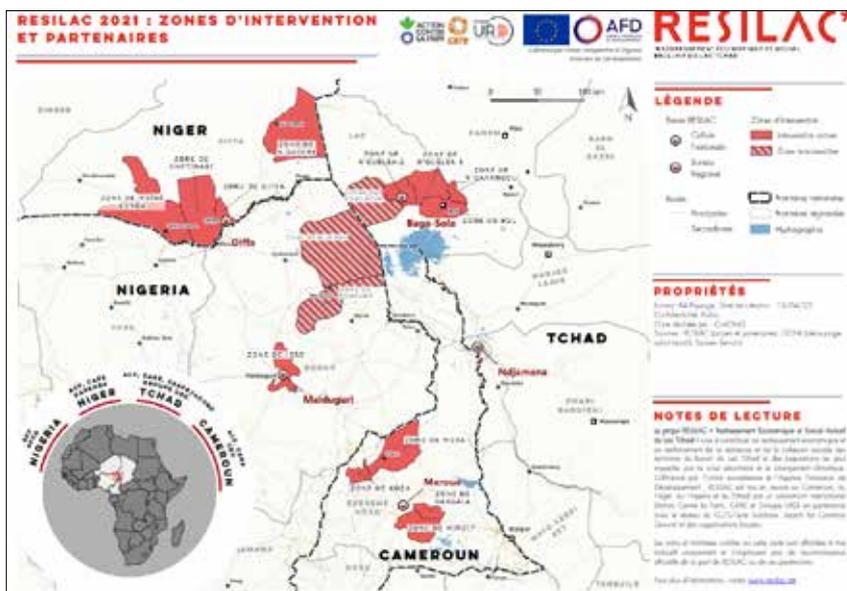
- une **crise sécuritaire** avec la présence de Boko Haram depuis 2014
- les **effets du changement climatique** et la pauvreté et faible fertilité des sols
- **l'extrême vulnérabilité** et la **grande pauvreté** des populations
- Une **crise de confiance** des populations envers les institutions et les élites locales
- De **graves conflits communautaires liés à la pression sur les ressources naturelles et le foncier**

¹ Groupe URD, « Approche territoriale en contexte de crise : levier pour le renforcement de la résilience », mars 2022

ZONES D'INTERVENTION DU RESILAC : SYNTHÈSE DES DIAGNOSTICS

Au Cameroun, les zones d'intervention du RESILAC 1 ont concerné 4 communes : Dargala, Mindif, Koza et Mora.

Au début du projet, chaque commune a fait l'objet d'un **diagnostic très participatif** (4 509 participant.e.s sur un échantillonnage de 80 villages). L'exercice, coordonné par le CDD, a permis de mieux comprendre les réalités locales, d'identifier un certain nombre d'acteurs et surtout de jeter les **bases d'une relation de confiance** entre les populations et l'équipe du projet. Dans la plupart des villages, les populations éprouvent une certaine réticence vis-à-vis des organisations humanitaires du fait des promesses non tenues à leur rencontre. De ce fait, même tenir une réunion avec les populations était parfois très difficile, d'où l'importance d'un processus inclusif respectueux.



DES SPÉCIFICITÉS GÉOGRAPHIQUES, HISTORIQUES ET ADMINISTRATIVES QUI JOUENT SUR L'EXERCICE DU POUVOIR ET LES VULNÉRABILITÉS DES COMMUNES

Ces communes ont des caractéristiques historiques et administratives propres : les communes de **Mora** et de **Mindif** ont été érigées sur des **chefferies ancestrales de premier degré**². Ces dernières exercent encore aujourd'hui une grande influence sur la gestion des territoires ainsi que sur les municipalités. Koza et Dargala, sont des chefferies de second degré et ont une existence administrative plus récente.³

Leurs populations, leurs organisations ainsi que leur territoire sont aussi très diverses : Mora compte par exemple environ 5 fois plus de population que Dargala ; Mindif est presque 10 fois plus étendue que Koza. À noter que la présence des **groupes armés non étatiques (GANE)** a contribué à une forte reconfiguration de certaines communes : Mora a vu sa population augmenter de presque 40% en 13 ans seulement.

Au niveau également du **nombre de villages, les écarts sont importants**, les communes de Dargala et de Mindif, qui sont les moins peuplées, ont entre 2 et 5 fois plus de villages que Koza et Mora. Enfin, de par leurs frontières avec l'État du Borno au Nigéria (fief historique de Boko Haram), **Koza et Mora sont directement touchés par les attaques des GANE**. Vols, rapt, assassinats, incendies font régner la terreur et provoquent de nombreux déplacements de populations : vers les montagnes pour se réfugier et se cacher ou vers le centre de la commune pour trouver assistance. Autre conséquence de cette proximité avec le Nigéria : le fort enrôlement des jeunes de Mora et Koza par les GANE qui les ont utilisés pour les renseigner et les guider lors de leurs incursions.



Dans la Commune de Koza centre, l'ambiance qui règne est morose, l'on parle et discute des menaces des Boko haram à longueur de journée : on dirait qu'il suffirait d'un clic, d'une petite alerte pour que la population prenne le chemin des montagnes. D'ailleurs cette population a arpenté les montagnes à maintes reprises à cause des alertes des menaces réelles ou virtuelles. Aujourd'hui, beaucoup d'employés des services de l'État vivent à Mokolo (situé à 20 km de Koza) dans le but de prévenir des surprises désagréables pouvant survenir de toutes parts.

Rapport de diagnostic communautaire de Koza, 2020, p.33.

² La commune de Mindif a été créée en 1975 sur le lamidat (chefferie) fondé vers 1788. Mora est une ville coloniale créée vers le 12ème siècle au cœur du Royaume de Wandala, devenue commune dès 1960. Elle est également le chef-lieu du département du Mayo-Sava et du sultanat de Wandala (ou Mandara).

³ La commune de Koza aurait été créée par les Mafas en 1540, ils auraient dirigé Koza jusqu'en 1933 date à laquelle le sultan de Wandala a envoyé un Mandara pour prendre le pouvoir. Ce dernier puis son fils dirigèrent Koza, qui devint une chefferie de second degrés jusqu'en 1991, date à laquelle le pouvoir repartit dans les mains des Mafas. La commune de Koza a été créée en 1982 puis éclatée en 2 en 1993. La commune de Dargala a été créée en 1993. Dargala aurait été fondée par les Arabes Choas et les Peuls qui auraient chassé les Mousgoums au 18ème siècle

		Dargala	Mindif	Koza	Mora
Population	2005 ⁴	39.009	50.530	81.076	179.777
	2011			109.318 ⁵	
	2013	43.000 ⁶			
	2018			90.702 ⁷	298.682 ⁸
Superficie en km ²		442	2.450	257	1.735
Nombre de villages		19	155	26	60
Nombre de chefferies par degrés		2 nd deg. : 4 cantons 3 nd degrés : 19	1 ^{er} deg. : 1 lamidat 2 nd : 7 cantons	2 nd deg. : 2 cantons 3 nd degrés : 26	1 ^{er} deg. : 1 sultanat 2 nd deg. : 10 3 nd degrés : 5
Groupes ethniques (estimations)		Peuls (> 60%) Toupouri (15%) Massa (15%) Kéra, Guiziga et Moundang (entre 5 et 10%)	Mafa Peuhl Massa Toupouri Kéra Guiziga Moundang	Mafa (>) Mineo, Guemjek, Mandara Kanouri.	Podoko (20 %) Kanouri (14 %) Matal (13 %) Mandara (11%) Moura/Mbirmé (9 %) Mada (6 %) Arabes choua (6 %) Mousgoum (6 %) Mafa, Hourza, Mouyeng, Peuls (moins de 5%).

LE VIVRE ENSEMBLE DEMANDE DE S'ANCRER SUR UN RÉCIT COMMUN, DE RÉGLER ET DÉPASSER LES CONTENTIEUX HISTORIQUES. CELA EST NÉCESSAIRE POUR LA LÉGITIMITÉ DE LA GOUVERNANCE ET POUR POUVOIR SE PROJETER COLLECTIVEMENT VERS L'AVENIR.

LES POPULATIONS ONT DES IDENTITÉS PLURIELLES MARQUÉES PAR DES DIFFÉRENCES ETHNO-LINGUISTIQUES RELIGIEUSES QUI PEUVENT ÊTRE À L'ORIGINE DE PRÉJUGÉS ET D'UN CERTAIN COMMUNAUTARISME

Ces territoires ont tous été traversés par des mouvements de populations qui leur donnent un **peuplement varié en termes d'ethnies et de religions** : par exemple à Mora, 19 groupes ethniques différents ont été recensés⁹. Cependant, les configurations sont différentes à Dargala ou à Koza, où un groupe domine numériquement les autres alors qu'à Mora, les groupes sont plus équilibrés.

Le Cameroun est un État laïc où la **religion tient une place prépondérante** dans la société. Les religions principales pratiquées sont l'islam et le christianisme mais l'animisme est encore très répandu. Selon les communes et les villages chaque religion est plus ou moins représentée. Dans les villages ciblés par le RESILAC à Koza et Mora le nombre de chrétiens est plus important que dans ceux de Dargala et Mindif. À Koza, les chrétiens sont d'ailleurs les plus nombreux.

Le terme « **christianisme** » ne doit pas occulter la **diversité des églises** présentes que sont le catholicisme, le protestantisme, l'adventisme et le pentecôtisme ou église du réveil. L'expérience a montré que ces groupes religieux pouvaient être très cloisonnés et méfiants les uns des autres, c'était par exemple le cas pour les adventistes à Koza.

De son côté, **l'islam est traversé par de nouveaux courants**. Même si l'islam traditionnel et confrérique (surtout la Tijaniyya) reste important dans l'Extrême Nord du Cameroun, la montée en force de courants de réforme islamiste salafiste est évidente. Ces courants ont pris la direction et la représentativité de la communauté musulmane ; ils sont le fruit de l'influence des courants de réforme salafiste et de la Da'wa saoudienne et pakistanaise. Si ces changements ont pu avoir des **répercussions sur les pratiques intracommunautaires**, il ne semble pas qu'ils aient créé de divisions

4 3e Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2005.
 5 Plan communal de développement de Koza, 2011, p.34.
 6 Estimation tirée du plan de développement de Dargala, 2013, p.iv
 7 Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) réalisé en 2018 avec l'appui du Programme National de Développement Participatif (PNDP)
 8 Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS, 2018).
 9 Plan communal de développement de Mora, p.30

ou tensions au sein même de la communauté musulmane. Les lieux de culte musulman sont souvent informels, il en existerait une centaine à Dargala.

Bien qu'officiallement aucun conflit religieux n'existe, **des préjugés pèsent sur les communautés et empêchent de « faire commun »**. Des frustrations, liées au foncier, à l'accès aux services sociaux ou infrastructures économiques de base peuvent changer de registre pour s'exprimer dans le champ religieux. Ceci est d'autant plus vrai que les chefs traditionnels qui gardent de fortes prérogatives dans le domaine foncier par exemple sont presque tous musulmans.

Généralement, chaque **groupe ethnolinguistique partage une même histoire et une même religion**¹⁰ cela amène à confondre caractéristiques sociales, culturelles et religieuses, et peut engendrer des **amalgames dangereux**. Des tensions religieuses invisibles car **non exprimées** minent les communautés.

Le recours aux identités peut être diversement instrumentalisé pour arriver puis consolider son pouvoir, pour expliquer ou justifier des inégalités ou des faits d'une autre nature ou encore pour obtenir un soutien dans le cadre d'un conflit.

LA LUTTE CONTRE L'INSTRUMENTALISATION DES IDENTITÉS DOIT ÊTRE AU CŒUR DES INTERVENTIONS POUR LA COHÉSION SOCIALE, IL S'AGIT À LA FOIS DE DÉCONSTRUIRE LES PRÉJUGÉS, DE RENDRE VISIBLE LA PLURALITÉ DE CES IDENTITÉS ET LEUR POROSITÉ MAIS AUSSI DE LES DÉCORRÉLER DU POUVOIR QU'IL SOIT ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE.

DES LIENS INTERCOMMUNAUTAIRES FRAGILISÉS

Plusieurs facteurs rendent nécessaires le **développement de liens intercommunautaires**. Ces liens sont porteurs à la fois d'un potentiel pour renforcer le vivre-ensemble et d'un potentiel pour cristalliser les tensions et conflits :

- **Le partage de l'espace** : il existe très peu de villages où une seule communauté est représentée (cas par exemples de villages uniquement peuls), la mixité sociale au sein du territoire est à la fois un atout mais peut aussi être un frein car les communautés se regroupent par quartiers (par exemples cas de Mindif Centre, de Dargala ou de Koza). De plus, l'accès au foncier reste souvent lié à l'appartenance à un groupe social dont la légitimité serait basée sur la richesse ou sur le statut d'autochtone, ce qui génère des frustrations.
- **La nécessité de commercer** : là encore, les marchés sont des lieux de rencontres entre les communautés ; cependant certaines activités commerciales restent assurées exclusivement par l'une ou l'autre communauté.
- **Les mariages interethniques** sont ancestraux et favorisent l'interconnaissance et les identités plurielles. Cependant, des préjugés voire des stigmatisations demeurent envers certaines communautés (« *les Guisiga sont des voleurs* », « *les Peuls sont sournois* », « *les Toupouris sont des envahisseurs* », « *les Massa sont des bagarreurs* »). Dans les faits, les mariages interreligieux sont très rares et appellent à la conversion d'un des mariés.
- **L'existence d'organisations à base communautaire** (associations, tontines, GIC, coopératives...) : ces regroupements d'intérêts sont des lieux de brassages ethniques mais sont parfois très marqués au niveau religieux.
- **Les pratiques de solidarité** sont aussi traditionnelles, on peut par exemple citer le « *sourgha* » qui est pratiqué à Dargala¹¹ et qui est une forme d'assistance dans les travaux champêtres.

LE VIVRE ENSEMBLE DOIT SE CONSTRUIRE SUR CETTE DIVERSITÉ ET DÉPASSER LE COMMUNAUTARISME POUR INSTAURER DES RELATIONS DE SOLIDARITÉ ET DE FRATERNITÉ.

¹⁰ C'est le cas par exemple à Mora où les Musulmans sont aussi les premières ethnies à s'installer dans la zone telles que les Mandara et Bornouans, les Gamergous, les Arabes Chouas et les Peuls, alors que les Chrétiens sont descendus par la suite des Monts Mandara et sont les Mafas, les Mouktélé, les Podoko, les Zouigo, les Bananas, les Moura. Enfin, les animistes seraient issus également de certaines ethnies des Monts Mandara. Plan communal de développement de Mora, p.30

¹¹ Plan communal de développement de Dargala, p.23.

CES TERRITOIRES SOUFFRENT D'UN CERTAIN ENCLAVEMENT CAR LES COMMUNICATIONS SONT LIMITÉES

Les routes sont difficilement praticables, notamment à la saison des pluies quand les mayos débordent¹² (plusieurs villages de Mindif et Dargala sont difficilement atteignables de juillet à octobre). Les déplacements sont limités dans les zones montagneuses de Mora et Koza. Mal ou non entretenues, ces pistes principalement en terre sont, de plus souvent dégradées. Si les centres des communes restent accessibles, les villages sont plus isolés. **L'accès aux marchés pour les échanges commerciaux est difficile.** La couverture téléphonique est également limitée et plusieurs villages n'ont pas accès à la radio, même communautaire (problèmes de couverture du réseau partout, absence de radio communautaire à Koza). Une conséquence de cette situation est que **les informations circulent peu et mal.**

**LA COHÉSION SOCIALE DOIT NÉCESSAIREMENT ABORDER LES ENJEUX
D'INTÉGRATION, INTERNE ET EXTERNE, DE CES TERRITOIRES ÉCLATÉS ET ENCLAVÉS.**

LES SERVICES SOCIAUX DE BASE SONT TRÈS INSUFFISANTS. QUE CE SOIT AU NIVEAU DE L'ACCÈS ET DE LA QUALITÉ, LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES ET MÉDICALES SONT DÉFAILLANTES.

Au niveau des **écoles primaires publiques**, qui sont les plus nombreuses et les plus sollicitées, le nombre de classes et d'enseignants est tel que le ratio « professeur/élève » varie entre 1 pour 130 à Dargala et 1 pour 174 à Mora. Il existe un manque criard d'enseignants qui explique un taux de scolarisation faible. Les infrastructures et les équipements sont insuffisants. Les Associations de Parents d'Élèves et d'Enseignants (APEE) n'existent que de nom la plupart du temps ; les dysfonctionnements y sont nombreux. La question du **montant et de la gestion des frais scolaires reste un sujet de tensions** qui fragilise la cohésion sociale alors que l'école pourrait être au contraire, un liant communautaire.

L'**insécurité** liée aux GANE a causé la fermeture d'écoles (124 en 2017, soit 33.000 élèves)¹³ et les déplacements de population ont **reconfiguré les besoins en infrastructures**. Par ailleurs, il y a lieu de relever que la **création des écoles est parfois adossée sur des considérations politiques qui ne respectent pas le cadre légal**.¹⁴

Les filles sont sous scolarisées, elles représentent moins de 50% des élèves ; en raison des discriminations plus ou moins entretenues (mariages précoces¹⁵, emplois comme filles de ménages en ville pour soutenir la famille, préférence de la scolarisation du garçon en cas d'insuffisance de moyens des parents), on constate un fort taux de déperdition scolaire chez les filles. L'insuffisance ou l'absence de latrine ne favorise pas non plus leur fréquentation scolaire.

Les établissements secondaires sont peu nombreux et souvent éloignés.

Au niveau sanitaire, il existe également de nombreuses insuffisances tant en termes de ressources humaines qualifiées que d'infrastructures (absence d'électricité ou d'accès à l'eau, manque de laboratoires d'analyses, de lits, de gestion des déchets, de bâtiments, etc.). Les **inégalités territoriales sont très fortes**, par exemple au sein même de la commune de Dargala, le centre sanitaire intégré de Ouro Zangui a un taux de couverture sanitaire de 30%, moitié moins que ceux de Yoldéo ou Kahéo. Par ailleurs, l'arrondissement de Dargala est un des rares au Cameroun à ne pas disposer d'un hôpital d'arrondissement. **L'accès, notamment financier, aux soins et aux médicaments est également problématique** et pousse à la consommation de médicaments de rue non homologués ainsi qu'à l'automédication.

La prise en charge des personnes traumatisées ou malades psychiatriques est très faible, elle est souvent assurée par du personnel non formé.

L'accès à l'eau, **besoin primaire vital, est aussi particulièrement défaillant** : le nombre points d'accès est insuffisant, mais surtout on relève un grand nombre de forages non fonctionnels soit pour défaillance des travaux, soit par mauvaise gestion, soit par manque d'eau. Ainsi par exemple à Koza, sur 178 points d'eau relevés pendant la phase de diagnostic, seuls 43% étaient fonctionnels (2020) ; à Dargala 20 étaient fonctionnels sur les 59 répertoriés. Le manque de points d'eau potable a un effet direct sur la **santé des populations et les corvées imputées aux femmes et aux enfants.**

**L'INÉGAL ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE SUR LE TERRITOIRE PEUT
CRÉER DES FRUSTRATIONS QUI PÈSENT SUR LE VIVRE ENSEMBLE.
IL S'AJOUTE AUX DÉFAILLANCES DU SYSTÈME SCOLAIRE ET SANITAIRE ET
FRAGILISE LE LIEN ENTRE LES POPULATIONS ET LES REPRÉSENTANTS DE
L'ÉTAT QU'ILS SOIENT ÉLUS OU FONCTIONNAIRES : CELA MET À MAL LE LIEN DE
CONFIANCE INDISPENSABLE À LA COHÉSION SOCIALE.**

¹² Le mayo est un petit cours d'eau qui est généralement asséché à la saison sèche et qui tend à déborder à la saison des pluies, créant une forte érosion de ses bords

¹³ <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-groupe-th-matique-education-extr-me-nord-termes-de-r-f-rence>.

¹⁴ « Le cas de l'école d'Ouro Djam qui ne remplit pas les critères ni de nécessité ni d'objectivité ni de procédure de création d'école mais qui dispose d'une école peu fréquentée avec un taux de scolarisation et de fréquentation très bas ; le cas des écoles de parents de Gasseyel (près de Mindif) et de Dargala-Windé qui, créée avant 2013, ont réalisé un pourcentage de 100 % au CEP en 2018 (Dargala-Windé), disposent des infrastructures acceptables mais n'ont pas encore accédé à une reconnaissance légale (transformation en école publique) ». Diagnostic de Dargala p.20

¹⁵ Il est encore courant dans certaines communautés que les parents marient leurs filles dès que ces dernières ont leurs règles afin d'éviter qu'elles deviennent des mères célibataires

LA FRAGILE ÉCONOMIE EST ÉBRANLÉE PAR LES PROBLÈMES SÉCURITAIRES ET LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'économie de ces territoires ruraux est majoritairement **basée sur l'agriculture et l'élevage**. Les attaques des GANE ont des conséquences sur la production et la commercialisation. Par peur d'être tués s'ils s'éloignent du village, dans certaines zones les paysans ont abandonné la culture de leurs champs (Mora). Les GANE, afin de se nourrir, ciblent souvent les récoltes engrangées voire parfois les cultures matures dans les champs. Les déplacements de populations **fragilisent la sécurité alimentaire de certaines zones**. Enfin, les **routes commerciales** vers le Nigeria, essentielles à l'économie de la région ont été touchées par les nombreuses fermetures de la frontière. Ce sont les zones les plus proches du Lac Tchad (non concernées par le RESILAC 1) et du Nigéria qui ont été les plus déstabilisées par les problèmes sécuritaires : l'économie de la pêche a été la plus fortement impactée. A contrario, Dargala et Mindif par exemple n'ont pas été directement touchées. D'une façon générale, le **manque d'infrastructures marchandes** est relevé : absence de marchés dans certains villages, manque de magasins de stockage. **L'approvisionnement** reste de plus parfois **peu diversifié ou insuffisant**.

L'irrégularité de la pluviométrie d'une année sur l'autre ainsi que l'excès ou le manque d'eau sont particulièrement relevés par les paysans qui maîtrisent mal les techniques agro-écologiques qui leur permettraient d'être plus résilients. **La production agricole est majoritairement destinée à la consommation familiale** (céréales et vivriers), ce qui est commercialisé permet de payer les frais d'écolage par exemple. L'agriculture de rente est limitée et concerne surtout le coton. La coupe du bois de chauffe est également une source de revenus qui tend à se développer et qui dégrade fortement l'environnement.

Le **manque de fourrage** pour l'élevage est régulièrement une source de tensions. La commune de Koza est particulièrement concernée par la transhumance alors que ses plaines sont déjà réduites. Les **destructions des cultures par le bétail ou l'accès aux points d'eau provoquent des tensions**, partout. L'agriculture tend à s'étendre et à réduire les zones de pâturages, ce qui est également sources de conflits. Les propriétaires fonciers sont généralement les grandes familles autochtones ou des personnes aisées ce qui **déséquilibre forcément les rapports de forces** et peut influencer les arbitrages des autorités traditionnelles ou étatiques.

Mindif est particulièrement touché par les attaques de pachydermes¹⁶ qui certaines années peuvent détruire jusqu'à 5% de la production annuelle (13.000 hectares en 2017).

L'utilisation des ressources naturelles est à l'origine des principaux conflits déclarés lors des diagnostics. À Mindif, les populations citent comme facteurs de conflits :

- la gestion des points d'eau et notamment des mares,
- les relations agriculteurs/éleveurs (utilisation des pistes à bétail, accès aux fourrages, divagation du bétail sans surveillance...)
- la coupe abusive du bois de chauffe
- l'accaparement du foncier par les autochtones et les nantis.

**LA PRESSION SUR LES RESSOURCES NATURELLES,
QUI SONT ELLES-MÊMES DÉGRADÉES, EST ACCRUE ;
LE FONCIER EST LE PRINCIPAL OBJET DE TENSIONS SOCIALES.
TRAVAILLER AU VIVRE ENSEMBLE DEMANDE D'ACCOMPAGNER
LES COMMUNAUTÉS À REDÉFINIR DES RÈGLES COLLECTIVES
DE GESTION DE CES RESSOURCES VITALES.**

UNE GOUVERNANCE LOCALE FAIBLE, MANQUANT DE MOYENS ET DE TRANSPARENCE, PORTEUSE D'INCOHÉRENCES ET DE TENSIONS

Historiquement, le **pouvoir religieux et politique était détenu par les chefs traditionnels** appelés *Lamidos*¹⁷. Au Cameroun, les chefferies traditionnelles ont été **intégrées à l'administration** publique¹⁸. Les autorités traditionnelles tiennent fermement à leurs prérogatives et ne sont pas prêtes à les céder même si certaines activités devraient désormais relever de la commune. Or il est à noter que **beaucoup d'autorités traditionnelles tiennent indirectement leur pouvoir du politique** qui a fait pression sur les élites pour qu'elles soient nommées. De ce fait, elles semblent ne pas rendre compte à leurs communautés mais sont plutôt redevables à ceux qui les ont appuyées.

Les chefs traditionnels sont **essentiellement des relais entre les populations et l'administration** mais dans l'Extrême Nord du Cameroun, ils exercent parfois **encore un véritable pouvoir moral** et spirituel ; ils ont par exemple autorité pour rendre la justice traditionnelle (notamment sur les conflits fonciers). Ils sont entourés de notables qui endossent des rôles de représentations, de gestion de l'élevage, de la sécurité et de la justice, de prélèvement de l'impôt autour des marchés/commerces production agricole et de la gestion du foncier. Il est à relever que les **conflits entre chefferies de degrés différents** existent notamment à Mindif, ce qui complexifie encore l'exercice du pouvoir.

L'existence de **chefferies puissantes freine la reconnaissance et la légitimité des élus communaux**, il peut aussi exister des **conflits de pouvoirs et de légitimité entre les acteurs**. Presqu'exclusivement musulmanes, les chefferies sont parfois mal acceptées par les populations non-musulmanes qui doivent s'y soumettre. Enfin, la désignation des chefs par les notables peut être **source de tensions** au sein de la population ou remise en question par l'État.

Le parti au pouvoir, RDPC, est le parti majoritaire dans la région, mais ne dirige que Mindif et Mora ; à Dargala et Koza, l'UNDP, qui fait partie de la majorité présidentielle, a gagné le pouvoir. En général, les chefs de l'exécutif ont connu **peu d'alternance**¹⁹ ; bien que les élections locales soient l'objet de véritables luttes entre hommes politiques, elles semblent peu contribuer aux débats sur les enjeux locaux. Les rapports de force semblent encore beaucoup reposer sur **des enjeux identitaires** (ethnicité, religion ou communautarisme). Ces « *consensus politiques locaux* » au sein des conseils municipaux sont un frein aux débats en ne favorisant pas les contradictions. Il n'y a **pas réellement de représentativité culturelle ou géographique** au sein des conseils municipaux car il n'est pas tenu compte de l'importance des villages, de la concentration des populations ou des communautés. Ainsi certains groupes culturels ou religieux peuvent ne pas se sentir représentés.

Les sessions du conseil municipal devraient selon les textes se réunir au moins tous les trimestres, ce n'était pas le cas au moment des diagnostics.

Les maires disposent de **moyens financiers très limités** pour développer leurs communes puisque les revenus fiscaux prélevés localement sont faibles. Les ressources propres²⁰ sont collectées à Mindif par les chefferies traditionnelles (recouvrement inférieur à 30 %) et par des agents collecteurs rémunérés en fonction de ce qu'ils parviennent à lever à Dargala (taux de recouvrement meilleur).

Si les élites et les populations n'ont déclaré aucune tension liée à l'exercice du pouvoir, on relève néanmoins **un certain nombre de frustrations à la base**. Si certaines sont liées à un défaut de communication, d'autres relèvent du clientélisme. Des villages ou des groupes ethniques se sentent marginalisés par leurs élus.

LE VIVRE-ENSEMBLE SERAIT NÉCESSAIREMENT RENFORCÉ PAR UNE OFFRE POLITIQUE CONSTRUITE SUR DES ALLIANCES DÉPASSANT LES CARACTÉRISTIQUES DE GENRE, DE RELIGION, DE LANGUE OU DE GÉNÉRATION. LA REPRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS GROUPES AU SEIN DE LA GOUVERNANCE LOCALE PARTICIPERAIT SANS DOUTE À AMÉLIORER SA LÉGITIMITÉ ET POURRAIT ÊTRE EXEMPLAIRE POUR LES COMMUNAUTÉS : C'EST UN ENJEU À TRAVAILLER POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE.

¹⁷ Les lamidats (anciens royaumes théocratiques) ont été institués lors de la migration des Peuls musulmans vers le Lac Tchad à la fin du 16ème siècle. Ils sont subdivisés en chefferie de 2nd degrés (lawanat) et de 1er degrés (djaworo). Mindif est un lamidat et Mora un sultanat.

¹⁸ Ils reçoivent une indemnité de l'Etat qui entérine leur nomination sur la base du choix des notables.

¹⁹ À Mora, le Maire Abba Boukar est resté en poste pendant 40 ans (jusqu'en 2022).

²⁰ Il s'agit de l'impôt libérateur sur le bénéfice agricole et l'impôt sur les activités commerciales

L'INEXISTENCE DE CADRE DE DIALOGUE AUTORISE LES CHEFS À DÉCIDER SEULS ET AMÈNE LES POPULATIONS À RESTER ÉLOIGNÉES DE LA GOUVERNANCE LOCALE

Lors des diagnostics, il était apparu que les espaces de dialogue n'existaient pas. La pratique était que les membres des communautés se rencontraient, mais ce n'était pas dans le but de débattre des problèmes ou des défis auxquels ils font face. Les chefs des villages organisaient des **rencontres d'informations** par exemple pour rendre compte des décisions de l'administration, pour préparer la visite d'une autorité dans le village ou encore pour la collecte des impôts. Et dans la plupart des cas, seuls les hommes prenaient part à ce genre de rencontre.

Or l'absence de cadre de concertation fragilise la cohésion au sein des villages. Face à un problème ou à une difficulté, chaque communauté ou groupe social, quelle que soit sa nature (religieuse, culturelle, d'âge ou de genre, professionnelle), n'est pas en mesure (pour tout un ensemble de raisons) d'impulser une action collective. Dans le pire des cas, se sentant impuissante, elle se replie sur elle-même. Frustrations, victimisations, découragements ou défaitismes trouvent alors un terrain favorable pour se développer.

REDONNER DE LA CONFIANCE ET DU POUVOIR D'ACTION AUX COMMUNAUTÉS LEUR PERMETTRAIT DE TISSER DES LIENS ENTRE ELLES ET AVEC LES DÉCIDEURS. POUR RENFORCER LE VIVRE ENSEMBLE, LES CADRES DE DIALOGUE SONT AU CŒUR DE LA STRATÉGIE : ILS PARTICIPENT À BRISER LA CHAÎNE « PROBLÈME/INJUSTICE/FRUSTRATION/RANCŒUR/REPLI » POUR REMETTRE EN MOUVEMENTS LES ACTEURS AUTOUR D'INTÉRÊTS COMMUNS.

UN TISSU ASSOCIATIF DENSE MAIS PEU ACTIF ET PEU INVESTI EN FAVEUR DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les Groupements d'Initiatives Communes (GIC), les Associations des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE), les associations des femmes, les coopératives, les Comités Villageois de Développement (CVD), les cadres de concertation, **existent mais pour la majorité, ils ne fonctionnent pas ou connaissent de nombreuses difficultés**. La plupart sont ou fictifs ou tenus par des responsables qui les utilisent soit pour leur recherche de crédit auprès des établissements de microfinance soit pour servir des ambitions politiques ou d'ascension sociale individuelle. Les dysfonctionnements empêchent l'engagement individuel voir desservent l'idée du collectif.

Dans la quasi-totalité des villages de Dargala et de Mindif, les populations n'ont pas l'habitude de se réunir pour résoudre un problème de façon collective. Pourtant, un tissu associatif fort permettrait le renforcement de leur pouvoir d'agir en leur donnant prise sur les problèmes qu'elles rencontrent au quotidien.



Ce qu'a fait le CDD/RESILAC est novateur. Nous avons eu des projets qui se soldaient par des échecs et nous ne savions pas pourquoi. Le Projet CDD/RESILAC a posé les fondements pour réussir tout projet dans notre commune. Le CDD nous a appris que si on n'a pas la cohésion sociale et le vivre-ensemble, toutes les actions du développement au sein de notre commune seront vaines. Par conséquent, elles n'atteindront pas l'impact escompté parce que les gens ne s'engageront pas. Bien plus, nos OBC n'étaient pas structurées. Le CDD/RESILAC les a recensées dans un premier temps et les a formées. C'est une chose inédite dans notre commune et c'est bien.

Entretien avec le point focal du RESILAC, Mindif, 11 mai 2022

LE NOMBRE IMPORTANT D'ASSOCIATIONS EST UNE OPPORTUNITÉ POUR LA COHÉSION SOCIALE, LEUR ACCOMPAGNEMENT SUR LE FOND (FINALITÉ D'ÊTRE ENSEMBLE) ET LA FORME (LE CADRE DE FONCTIONNEMENT, LA GOUVERNANCE) PERMETTENT DE FAIRE PROGRESSER SIGNIFICATIVEMENT LES COLLECTIFS QUI SONT DES LEVIERS DE RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR ET IN FINE DE CHANGEMENTS SOCIAUX.

UNE ORGANISATION PATRIARCALE FORTEMENT ANCRÉE

L'organisation patriarcale confère le pouvoir aux hommes aussi bien au niveau « *politique* » (au sens gestion de la cité) qu'économique, religieux, social ou familial.

Ces relations de domination se transmettent notamment par l'éducation familiale et sont donc intériorisées par les femmes dès leur plus jeune âge. Grâce à l'enseignement scolaire, quelques jeunes filles réussissent cependant à s'émanciper. En dehors de ces quelques cas, les femmes mariées restent **au service de la cellule familiale et soumises aux hommes** (« *exécutantes de leur mari* »). À Dargala et Mindif, elles n'avaient pas le droit de s'exprimer publiquement devant eux et ne sont généralement pas consultées concernant les affaires communautaires. Peu alphabétisées, elles assument l'éducation des enfants, la cuisine pour toute la famille ainsi que les travaux agricoles. Leurs organisations collectives fonctionnent mal, plusieurs cas de tontines accaparées par les maris avaient été relevés par exemple à Mora. Enfin, elles sont victimes **de nombreuses violences basées sur le genre** (mariages précoces et/ou forcés, viols, excisions) dont elles n'osent pas parler. Les ONG qui défendent les droits des femmes sont basées à Maroua et ne mènent généralement que des actions ponctuelles auprès des femmes rurales.

Les jeunes représentent le groupe social le plus nombreux (60% de la population de l'Extrême Nord à moins de 30 ans). Même si des différences sont à faire entre jeunes hommes et jeunes femmes, ils ont des caractéristiques communes à savoir **le manque de reconnaissance sociale et de perspectives d'insertion socio-professionnelles, la non-participation aux sphères de décisions.**

Fortement touchés par le chômage et peu organisés, ils ne réussissent généralement pas à bénéficier des programmes « *jeunesse* » proposés par l'État et disposent de peu d'encadrements comme de lieux de rencontres.

Dans toutes les rencontres, les mêmes difficultés sont revenues concernant la jeunesse :

- le manque d'actes de naissance qui bloque les jeunes dans l'exercice de leur citoyenneté,
- la sous scolarisation et l'abandon précoce de l'école,
- le mariage précoce des jeunes filles,
- le chômage,
- l'exode rural,
- la consommation des drogues et stupéfiants.

De façon moins systématique mais non anecdotique, la délinquance et les conflits intergénérationnels ont aussi été cités.

LES INÉGALITÉS QUE SUBISSENT LES FEMMES ET LES JEUNES ET LES RAPPORTS DE DOMINATION GÈNÈRENT DES FRUSTRATIONS, LA REDÉFINITION DE LA PLACE, DES RÔLES ET DES DROITS DE CES GROUPES DANS LA COMMUNAUTÉ ET DANS LA SOCIÉTÉ EST NÉCESSAIRE POUR CRÉER LES CONDITIONS DU VIVRE-ENSEMBLE.



2. LE PROJET RESILAC 1

Le projet RESILAC 1 (« *Redressement Économique et Social Inclusif du Lac Tchad* ») a été lancé en 2018. Il est cofinancé par **l'Union européenne** (Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique) et **l'Agence française de développement** (AFD) pour une durée initiale de quatre ans (2018-2021), avec une extension d'un an (2022). Le RESILAC 1 a été mis en œuvre par un consortium international composé d'**Action contre la Faim** (chef de file), **CARE** et le **Groupe Urgence Réhabilitation Développement** (URD), également en partenariat avec le réseau du CCFD – Terre Solidaire, Search For Common Ground (SFCG) et des organisations locales et nationales dans les quatre pays d'intervention (Niger, Nigéria, Cameroun et Tchad).

Ce projet visait à contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du Bassin du lac Tchad (BLT) les plus impactés par la crise sécuritaire et le changement climatique.

STRUCTURATION DU RESILAC 1

PILIER 1

Renforcement du capital humain, en améliorant la cohésion sociale de la population, notamment via un appui au développement territorial et un accompagnement psychosocial des victimes des groupes armés.

PILIER 2

Redressement économique et résilience des populations, créant des emplois sur des chantiers de réhabilitation d'infrastructures communautaires et en soutenant le micro-entrepreneuriat agricole et l'apprentissage.

PILIER 3

Renforcement institutionnel visant à améliorer la gouvernance des communes pour une meilleure gestion des territoires et des ressources naturelles.

PILIER 4

Production de connaissances pour optimiser la qualité des activités du projet en contexte de crise et pour la prise de décisions des acteurs locaux.



3. LES ACTEURS DU VOLET « COHÉSION SOCIALE »

RELATIONS PARTENARIALES

Au Cameroun, le CCFD-Terre Solidaire et deux organisations partenaires se sont engagés ensemble dans le RESILAC : **Dynamique citoyenne (DC)** jusque fin 2019 et le **Comité diocésain de développement (CDD)** sur la totalité du projet jusqu'en 2022.

Le CCFD-Terre Solidaire et le **CDD** sont en partenariat depuis les années 1990 avec des périodes plus actives que d'autres. Ils ont surtout collaboré sur des enjeux agricoles. Avec l'arrivée des enjeux sécuritaires et humanitaires dans l'Extrême Nord à partir de 2014, le CCFD-Terre Solidaire a souhaité accompagner le CDD au niveau organisationnel et opérationnel pour qu'il soit à même d'intégrer ces nouvelles problématiques dans les appuis qu'il apporte aux communautés.

Dynamique citoyenne est un réseau d'organisations de la société civile camerounaise créé en 2005 et implanté sur tout le territoire qui travaille sur le suivi des politiques publiques. Le CCFD-Terre Solidaire a notamment appuyé ses actions de suivi citoyen du Budget d'investissement public et de plaider pour l'accès des populations aux services sociaux de base.

La **complexité du projet** aux niveaux institutionnels, opérationnels, administratifs et financiers s'est avérée être **pesante pour un réseau comme Dynamique citoyenne ; il a quitté le projet fin 2019**, le partenariat entre le CCFD-Terre Solidaire et DC s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui dans un cadre plus classique. Le CDD a repris toutes les activités programmées sauf celles liées à la gestion des ressources naturelles dont la responsabilité de mise en œuvre a été rendue au consortium.

Les **exigences des bailleurs et du consortium** en termes de planification et d'opérationnalisation du projet mais surtout de procédures et de reporting financier ont été **difficiles à suivre pour tous les acteurs**. Plusieurs activités et éléments méthodologiques étaient **novateurs** et demandaient à être constamment **réajustés**. Les conditions sécuritaires et la pandémie du Covid-19 ont complexifié la mise en œuvre des activités et n'ont **pas permis au CCFD – Terre solidaire d'assurer un accompagnement de proximité régulier**, ce qui a également pesé sur les relations partenariales.

Dans sa méthodologie, le CDD avait prévu de s'appuyer et d'appuyer **l'Association pour le Dialogue Interreligieux au Cameroun (ACADIR)** qui travaille à la fois au sein des communautés mais aussi des leaders. La participation de l'ACADIR s'est avérée très pertinente et l'association a finalement eu une place déterminante dans la réussite des activités de cohésion sociale et dans les réflexions stratégiques²¹.

DONNÉES FINANCIÈRES POUR LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET SES PARTENAIRES

Les données financières ne sont pas stabilisées, étant donné que les audits ne sont pas encore achevés au moment de la rédaction de ce document.

Dépenses faites par partenaires de mise en œuvre et frais administratifs

Euros	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Dynamique citoyenne	20.887	110.434	7.017	NA	NA	138.338
CDD	47.711	177.859	204.899	375.745	213.730	1.019.945
Frais administratifs CCFD-Terre Solidaire	4.802	20.181	14.835	26.303	14.961	81.080
Total	73.400	308.474	226.751	402.048	228.691	1.239.363

²¹ En 2021, l'ACADIR est devenue un partenaire direct du CCFD Terre Solidaire ce qui lui permet d'élargir son champ d'actions au-delà des 4 communes du RESILAC.

CONSTRUCTION D'UNE VISION COMMUNE ET D'UN CADRE D'ÉCHANGES

À partir de 2016, le CDD et DC ont commencé à échanger avec des organisations tchadiennes dans le cadre du **Programme Paix et Vivre ensemble du CCFD Terre Solidaire**²². Un atelier organisé à Bongor en 2016, a notamment permis aux acteurs camerounais et tchadiens de définir une vision commune. Ensemble ils ont défini puis apporté des éléments de réponses à plusieurs problématiques :

Quelle est notre vision et quelles sont les valeurs que nous voudrions véhiculer ?

Vision	Mission	Valeurs
Bâtir des communautés fortes, dynamiques, résilientes et en harmonie.	Contribuer à bâtir des communautés qui produisent des normes communes, qui vivent leur modèle social et qui agissent en harmonie en utilisant rationnellement des ressources existantes.	Complémentarité et respect des acteurs Transparence dans la gestion (communication et redevabilité) Responsabilité et subsidiarité des bénéficiaires

Qu'est-ce qu'une société forte, stable, capable de s'adapter aux situations complexes qui se présentent à elle ?

Politique	Socio-économique	Culturel et religieux
Structurée autour de valeurs Forte capacité de réflexion et projection Capable de se mobiliser autour d'une cause commune Démocratique (liberté d'expression et d'opinion)	Dynamique Organisée autour des valeurs fortes (bonne gouvernance, transparence, égalité, équité, redevabilité...) Disposant des ressources pour faire face aux besoins de ses membres Capable de construire son modèle de développement (local, filière porteuse, identification des besoins, économie sociale, stratégies locales, etc.) participatif	Accepte la diversité et différence Cosmopolite Dialogue permanent Solidarité Tolérance

Quelles postures dans le faire, face aux communautés qu'on veut accompagner dans le cadre de RESILAC ?

Attitudes à ne pas avoir	Attitudes à promouvoir	Les concepts à utiliser doivent se construire ensemble
Des donneurs de leçon ; Des donateurs, venus changer le monde ; Ces « animateurs » qui ont des solutions toutes faites ; Ceux qui détiennent la baguette magique.	Être emphatiques (harmonie, faire l'effort de comprendre l'autre sans autant l'accuser, accepter sa fragilité) envers les populations cibles ; Venir avec un regard de compréhension, de neutralité pour stimuler à agir ensemble. Avec les échanges, nous avons intégré la dimension de bâtir une réflexion commune Développer des alliances pour mettre en valeur des actions portées par les acteurs locaux. Il y a également une dimension de responsabilisation de ceux-ci. Cela contribuera à valoriser les connaissances et valeurs locales	Transfert de compétence au niveau local Confiance Accepter le risque de l'échec

²² Ce programme initialement conçu avec les partenaires du Tchad et de République centrafricaine a été élargi au Nord Cameroun en 2016. Identifiant la compétition sur les ressources, les tensions identitaires et la mal-gouvernance politique comme des causes profondes de conflits sur ces territoires, le programme Paix et Vivre ensemble vise (i) le renforcement de la résilience des communautés et sociétés rurales dans les territoires, (ii) la construction de sociétés fraternelles basées sur des valeurs citoyennes et sur la richesse et la diversité des identités culturelle, religieuse et sociale et (iii) la promotion de systèmes politiques redevables, démocratiques et au service des populations.



Tous ces principes ont été repris dans la stratégie commune au Tchad et au Cameroun pour l'accompagnement des communautés au sein de leurs territoires en vue de renforcer leurs capacités à construire une société basée sur le droit, des valeurs démocratiques et le développement. Celle-ci repose sur (i) la notion d'alliance (« faire société ») et (ii) la construction d'un écosystème partenarial.

L'alliance, lien politique et social, est évolutive et protéiforme. Initiée par des acteurs nationaux, elle se développe au sein des communautés mais aussi entre territoires locaux et national. **Basée sur la confiance réciproque**, elle est la condition de la cohésion et de la résilience d'une société. Elle est garante de pérennité.

L'alliance est « politique » (dans le sens de « faire société »), elle naît d'abord au Tchad et au Cameroun entre les organisations et les sociétés des territoires concernés puis est amenée à se développer plus largement au sein de ces sociétés. Il s'agit d'une démarche basée sur une confiance réciproque en vue d'un certain nombre d'objectifs partagés. L'alliance ne peut être portée par des ONG internationales ou par des salariés d'un programme (un peu tout de même) mais par des acteurs camerounais ou tchadiens.

L'Alliance se structure, **se vit et se renforce tout au long du programme.** Il ne s'agit pas d'une simple étape programmatique : elle perdure au-delà du programme. Elle se traduit progressivement par des **ententes différentes entre les acteurs** qui garantissent que le processus de consolidation engagé durant le programme sera pérenne et poursuivi. Consolidation-résilience et Alliance vont ensemble.

Une alliance ne nécessite pas au préalable un travail structuré de partage de valeurs, de concepts, de visions... Elle se construit par la rencontre de personnes et d'organisations légitimes sur un plan socio-politiques (plateforme société civile, religieux, syndicat, administrateur...) pour s'engager dans cette démarche.

Un écosystème partenarial : le concept de base opératoire est de construire un écosystème partenarial **à la fois dans les territoires du Lac et aussi à travers une large alliance avec la société civile camerounaise ou tchadienne** (que le Groupe CCFD-partenaires représente comme porte d'entrée). **Il ne peut s'agir d'intervenir dans une posture classique top-down** avec des acteurs locaux dans une position de bénéficiaires.

Le Groupe doit donc à la fois se projeter vers le Lac et les communes ciblées afin de soutenir des acteurs qui agiront localement ; au Tchad, ces acteurs locaux devront eux-mêmes plus tard se projeter dans les différents territoires du Lac auxquels de toute façon nous n'aurons pas ou peu accès. Nous allons devoir **les renforcer, les reconnecter les uns aux autres, les faire partager un chemin commun...** Le Programme doit mettre en commun ces démarches avec les acteurs institutionnels de la région.

L'hypothèse de départ est que **la multiplication des initiatives (et donc des acteurs), quelques soient leurs tailles, feront système si un dispositif d'animation veille à ce qu'elles portent toutes une part du chemin collectif à faire et les mettent progressivement en cohérence.** Cette notion d'écosystème partenarial part du principe que les acteurs auront le sentiment partagé qu'ils agissent chacun à leur manière au service d'une cause commune qu'ils pourraient définir par quelques mots/concepts simples : justice, engagement citoyen, responsabilité, paix, respect de l'autre, fraternité, règlement amiable des problèmes... ces acteurs auraient aussi ensemble **une confiance naturelle entre eux qui leur permettrait de se projeter ensemble sur de nouveaux défis.**



Rencontre, Yaoundé, 15/06/21

Pendant la durée du RESILAC 1, les acteurs camerounais et tchadiens se sont rencontrés à **5 reprises** échangeant à la fois sur leurs stratégies, activités et résultats mais aussi sur le fonctionnement du programme. Aujourd'hui, des liens sont tissés entre les organisations ; le CDD et son partenaire Association camerounaise pour le dialogue interreligieux (ACADIR) ont pu apprendre de l'expérience des organisations tchadiennes notamment en ce qui concerne **l'accompagnement des femmes et aussi le dialogue interreligieux**.

Lors de la dernière rencontre tenue en mars 2022, ils ont tiré **le bilan de leur participation** au programme :

- le projet RESILAC était passionnant ;
- les organisations ont bénéficié de la connexion avec les organisations internationales ;
- les interventions des organisations sont appréciées sur le terrain par les bénéficiaires, ce qui renforce leur reconnaissance auprès des acteurs locaux ;
- le personnel du projet a renforcé ses compétences en matière de cohésion sociale et de vivre ensemble (plusieurs outils développés) ;
- il y a eu un renforcement du partenariat interne des organisations au niveau pays avec les organisations locales ;
- le partenariat Tchad-Cameroun s'est renforcé, ce qui permet aux organisations de mieux envisager de travailler ensemble sur des problématiques actuelles de cohésion sociale.

STRATÉGIE ET MÉTHODOLOGIE POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE



*Vraiment la stratégie du projet CDD/RESILAC est innovante. Avant nos partenaires arrivaient avec une stratégie bien élaborée qui ne coïncidait pas souvent avec le contexte ; encore moins nos réalités. Le CDD/RESILAC a adopté une démarche qui a impliqué les bénéficiaires dès l'entame du projet*²³

Entretien avec le Secrétaire Général de la commune de Mindif, 11 mai 2022

En repartant de la vision de l'atelier de Bongor (2016) et en s'appuyant sur ses propres expériences et celles des organisations tchadiennes engagées dans le Programme Paix depuis 2012, le CDD, en dialogue avec le CCFD-Terre solidaire, a défini sa stratégie d'intervention pour renforcer :

- La citoyenneté et l'engagement citoyen (socle commun de droits et de devoirs)
- Les liens entre citoyens et autorités (exercice du pouvoir et redevabilité des autorités)
- Les liens et solidarités au sein des territoires d'intervention (faire ensemble dans la diversité)

Les enjeux ci-dessous ont été identifiés comme des leviers de cohésion sociale :

Concernant la citoyenneté et l'engagement citoyen :

- L'appropriation et le respect des droits et des devoirs civiques
- Le rapprochement des décideurs et des citoyens (exercice du pouvoir et redevabilité)

Concernant les diversités sociales et communautaires :

- La régularité du dialogue interreligieux
- L'acceptation des différences et la pratique de la tolérance
- La reconnaissance des jeunes et des femmes au sein des communautés

²³ Rapport de la mission de capitalisation-changement du Pilier/RESILAC porté par le CDD dans les communes de Mindif, Dargala, Mora et Koza, Pr Ibrahim Bienvenu MOULIOM MOUNGBAKOU, mai-juin 2022.

Trois principes sont transversaux aux deux axes :

- L'analyse par les acteurs de leur contexte (difficultés et projections pour le changement)
- La promotion de la vie associative par l'action collective
- Les cadres de concertation et de discussions au sein des communautés

La méthodologie développée (reprise des partenaires Tchadiens) vise à agir sur les processus d'«*antagonisation*» à travers plusieurs axes : le processus de reconnaissance- confiance-altérité, les liens entre acteurs de violences et réconciliation, les femmes et les jeunes au cœur des processus de changement, agir pour produire du commun et de la démocratie et agir sur le politique et la production de normes culturelles.

La méthodologie s'appuie sur plusieurs niveaux d'intervention :

- Mettre les communautés au cœur du processus de changement
- Soutenir des alliances dans les territoires et un écosystème partenarial dynamique
- Bâtir une société civile et des communautés résilientes

La démarche méthodologique du CCFD-Terre Solidaire, du CDD et de DC a mis l'accent sur le «*faire-faire*» à travers le renforcement des capacités des organisations locales (organisations de jeunes et des femmes) afin de faire d'elles des acteurs et partenaires pour la mise en œuvre du projet et non des bénéficiaires. Cette démarche inclusive et de responsabilisation traduit la logique d'appui au développement de la résilience par les communautés impactées d'une part et d'autre part, vise à assurer la durabilité voire pérennité du projet. Les diagnostics, le recrutement d'animateurs endogènes et la mise en œuvre des différentes activités ont permis d'avoir une lecture fine des enjeux sociaux au sein des communes et d'identifier les leaders sur lesquels s'appuyer pour développer l'alliance autour de valeurs partagées.





4. ÉVALUATION DES EFFETS DES ACTIVITÉS RÉALISÉES

L'ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE



Voir les fiches d'activité 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 8

Voir le diagnostic « *Un tissu associatif dense mais peu actif et peu investi dans l'intérêt général* »

Le levier « *collectif* » a été au cœur de l'intervention du CDD qui a sensibilisé, formé, outillé et accompagné une certaine d'organisations déjà constituées et en a suscité de nouvelles.

UN POOL D'OBC ACTIVES SUR LES BASES D'UNE CONFIANCE RETROUVÉE

Lors des diagnostics communautaires, 1 368 organisations à base communautaire (OBC) ont été identifiées. Ce nombre pléthorique à l'échelle de 4 communes recouvre des formes de collectifs assez divers : Groupements d'Initiatives Communes (GIC), Associations des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE), associations des femmes ou de jeunes, associations religieuses ou sportives.

Formidables cadres pour initier des échanges, communiquer des informations ou mobiliser les populations, la majorité des OBC a un fonctionnement difficile voire n'existe que de nom. Les membres se reconnaissent comme étant liés sans toutefois mener des activités collectives.



C'était des personnes qui ne jouissaient d'aucune expérience en matière de gestion de groupe. Elles devenaient des présidents d'associations grâce aux combines du chef de village, de la mairie ou d'un groupe de personnes

Entretien avec un membre d'OBC 03 juin 2022

Reproduisant parfois certaines mauvaises pratiques de l'exercice du pouvoir politique, de nombreuses organisations déjà constituées souffraient d'une gouvernance marquée par la personnalisation ou l'accaparement du pouvoir, la domination des leaders, la non redevabilité ou l'absence de transparence envers les membres. **Par manque d'appuis, pragmatisme ou facilité, la gestion des organisations à base communautaire mettait à mal l'action collective.** Une avancée majeure a été la redynamisation des orga-

nisations sur la base d'une **confiance renouvelée** entre les membres ; confiance possible grâce à la redéfinition de la mission du collectif et à la précision de ses règles de fonctionnement. Partout l'élection des leaders par la base a été saluée et a souvent permis à de nouvelles personnes d'émerger et d'être outillées pour devenir de bon leader.



Avant il n'existait même pas de leader expérimenté. Chacun venait et disait tout ce qu'il avait à dire et les plus grands et les plus forts se considéraient comment des leaders, des leaders sans objectifs, mais des leaders de nom. Aujourd'hui, le CDD/RESILAC a tout changé. Ce sont les membres de la communauté qui choisissent leurs responsables. Par exemple, moi qui suis devant vous, je suis une femme pas encore mariée, mais à cause de mon dynamisme, je dirige une OBC où il y a mes grandes sœurs et mes grands frères. Ce sont eux qui m'ont choisie et ils me respectent. Après les formations, je reviens rendre compte de ce que j'ai appris aux membres. Ici, j'organise les travaux d'intérêt communautaire et, avec les autres membres de notre OBC, nous organisons les causeries éducatives sur les questions de société qui peuvent nuire à notre vivre-ensemble. Dans notre réseau, les gens plus âgés que moi apprécient ma manière de fonctionner et de manager.

Entretien réalisé avec une responsable d'OBC, 13 Mai 2022

L'étape de diagnostic des OBC a été déterminante pour asseoir les **principes d'équité et de transparence**, pour rompre avec un certain clientélisme comme en témoignent ci-dessous, un membre d'une plateforme d'OBC et un responsable d'une OBC. On y lit le manque de confiance que les leaders d'OBC peuvent avoir envers leurs autorités communales mais aussi envers les partenaires extérieurs qui alimentent les mauvaises pratiques et enfin envers les leaders d'OBC qui en profitent.



Le CDD a surpris tout le monde. Avant, les partenaires allaient chercher les associations avec qui travailler au niveau de la commune. Et là-bas, c'était des associations constituées avec leurs combines qui étaient envoyées. Mais quand le CDD est arrivé, ils sont allés sur le terrain chercher leurs partenaires. C'est la raison pour laquelle nos rapports avec la mairie ne sont pas très bons

Entretien avec un membre d'une plateforme d'OBC, 03 juin 2022



Le CDD/RESILAC a déjoué les « affairés » de la commune, eux qui étaient habitués à placer leurs associations au détriment de celles qui n'étaient pas parrainées. Ceci a été à notre avantage et prouve que le CDD/RESILAC dans son élan de collaboration avec les communes est resté impartial.

Entretien avec un responsable d'OBC, 02 juin 2022

C'est à l'issue de diagnostics organisationnels que le CDD a pu cibler les OBC de jeunes et de femmes à fort potentiel pour s'engager dans des activités d'intérêt général ou citoyennes. Au total, **106 OBC** ont été accompagnées individuellement et se distinguent aujourd'hui par leur fonctionnement aussi bien que par leurs activités.

L'accompagnement a permis **aux OBC d'être plus stratégiques** : c'est-à-dire de mieux analyser leur environnement et de mieux mobiliser leurs propres forces. Elles ont été outillées pour identifier les risques, planifier des actions calibrées en fonction de leurs ressources humaines et/ou financières.

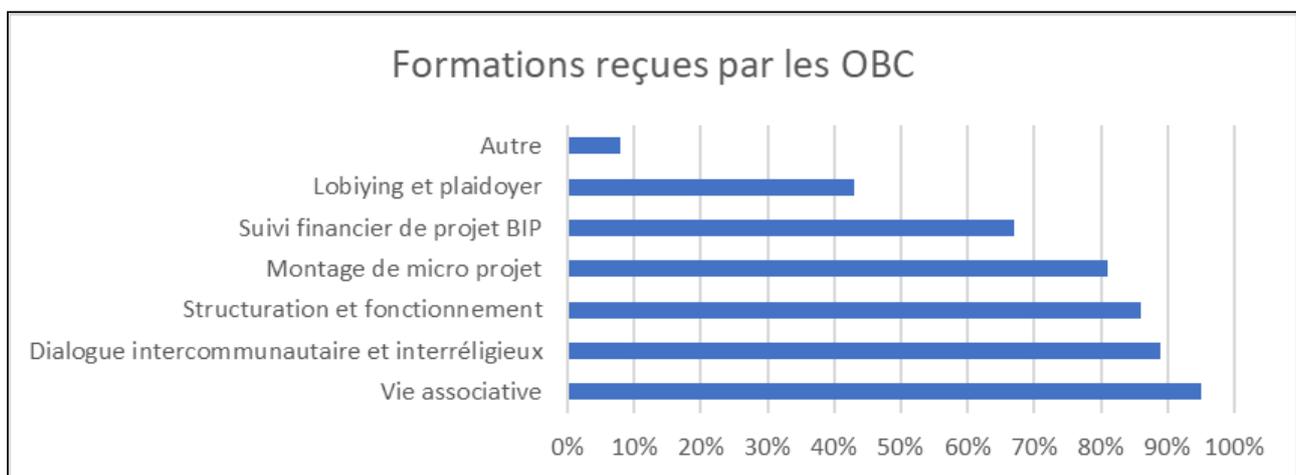


Avant l'arrivée du CDD/RESILAC, nous faisons de la navigation à vue dans notre association. On avait juste une association de nom, aucune organisation concrète, aucune structuration valable, on fonctionnait à tâtons. Mais, depuis que nous avons commencé à travailler avec le CDD/RESILAC, il nous a aidés à nous réorganiser et à nous structurer. De plus, il nous a aidés à légaliser notre association. Et enfin, il nous a fait don d'un tricycle et de plusieurs autres matériels pouvant faciliter nos travaux agricoles. L'appui du CDD/RESILAC à notre endroit à ce jour est plus que satisfaisant car, jusqu'à présent, certains membres parmi lesquels moi-même, continuent à bénéficier des formations en vue de renforcer nos capacités dans la mise en œuvre des activités déjà existantes, mais aussi à en créer d'autres par nous-mêmes.

Entretien avec un responsable d'OBC jeunes, Mora le 23 mai 2022

DES OBC RECONNUES CAR AU SERVICE DE LEUR COMMUNAUTÉ

En parallèle des formations reçues sur la gestion et le fonctionnement associatif, les OBC ont été incitées à mener des activités d'intérêt général et de cohésion sociale. Certaines ont bénéficié d'appuis pour mener des micro-projets (voir ci-dessous). Leurs leaders ont également été formés pour participer aux dialogues intercommunautaires ou au dialogue interreligieux. C'est l'ensemble de ces **appuis croisés** qui a contribué au dynamisme des OBC et à leur engagement auprès de leurs communautés. La promotion de **l'action collective** a été déterminante pour briser certaines habitudes de replis et de pratiques individualistes.



24



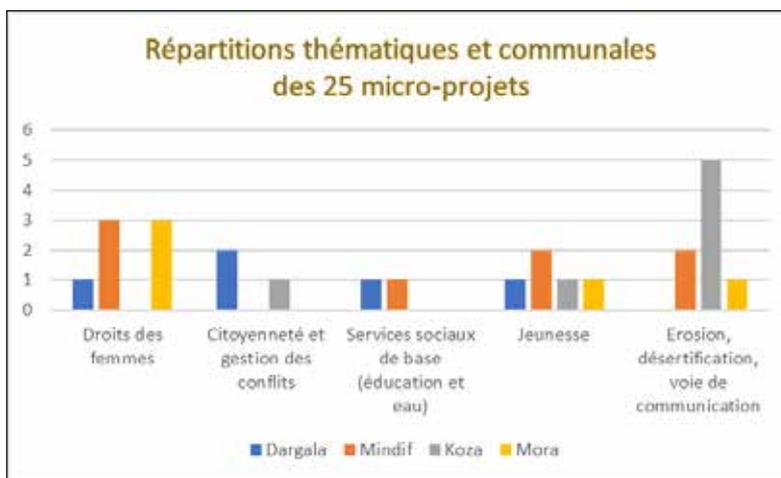
Depuis l'arrivée du CDD/RESILAC, nous avons beaucoup appris. Nous avons surtout appris que nous devons travailler à trouver des solutions à nos problèmes par nous-mêmes. Et le CDD nous a montré comment le faire à travers ses formations et ses campagnes d'information. De plus, cette organisation nous a dotés des leaders dont on est fier aujourd'hui au sein de nos OBC. Ils sont mobilisateurs et surtout charismatiques. Grâce à leur lead, nous travaillons avec acharnement pour améliorer les conditions de vie dans nos communautés. Et pour être honnête, nous avons des résultats concrets sur le terrain avec eux.

Entretien réalisé par un membre OBC lors d'un focus group à Dargala centre le 19 Mai 2022

Lors de la dernière évaluation des OBC (99 enquêtées sur 106 appuyées) en juin 2022 :

- 92 % estiment que leur organisation joue un **rôle significatif** dans la vie de la communauté.
- 87 % jugent que leur organisation est **plus crédible** grâce au RESILAC/CDD.
- 49 OBC sur les 106 étaient légalisées, 37 étaient en cours de légalisation et 20 n'avaient engagé aucune action en ce sens.
- **86 OBC sont fonctionnelles** sur 106 appuyées.

En outre, les membres interrogés rapportent une évolution importante : **beaucoup de personnes de la communauté viennent vers eux** pour les féliciter des actions qu'ils mènent et demandent à adhérer à l'organisation. Cette **reconnaissance** de la crédibilité et de l'efficacité de l'action collective des OBC est à relier aux 25 micro-projets financés **qui répondaient directement aux besoins** des membres des OBC mais aussi plus largement des populations. On retrouve en effet parmi les plus nombreux projets la création d'espaces ou d'activités pour les jeunes (foyers, bibliothèques...) et les femmes (activités génératrices de revenus, moulins pour baisser la charge de travail, espace de rencontres...). Viennent ensuite, les projets liés aux voies de communication et à la lutte contre la désertification et érosion (30% du total).



Parmi les autres évolutions au sein du milieu associatif, on relève que **la mixité est plus forte**, notamment sur le plan ethnique. La mixité religieuse bien que dorénavant voulue par plusieurs associations reste encore difficile à concrétiser. Des stratégies d'inclusion doivent encore être définies par les OBC qui le souhaitent, pour que des cadres neutres sécurisants et des actions collectives permettent de dépasser certaines craintes de prosélytisme ou de permettre aux femmes musulmanes de se réunir en dehors des concessions familiales par exemple.



À Mbarma, nous n'avons plus de problèmes liés aux conflits entre les ethnies et les religions. Dans notre OBC par exemple, presque toutes les ethnies sont représentées et nous ne faisons pas de différence entre elles. Il est aussi vrai que tout ceci a été possible grâce au CDD qui à travers son animatrice terrain, nous a régulièrement accompagné dans les formations, les causeries éducatives et les dialogues.

Entretien avec un responsable d'OBC de la commune de Mora, le 23 mai 2022

LES PRÉMICES D'UN SUIVI CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE COMMUNALE

Le renforcement des OBC à la base était l'étape préalable pour initier à l'échelle communale des **actions citoyennes comme le suivi des projets mis en œuvre par les collectivités locales**, essentiellement à partir du budget d'investissement public (BIP).

Sur la base du volontariat, 161 membres d'OBC ont été formés au suivi des projets mais aussi à la gestion et au fonctionnement des plateformes. Ils ont été invités à se constituer en plateformes par commune pour faire le suivi des projets.

La plateforme des OBC de Koza (RESIKO) a réalisé le suivi/contrôle de 14 projets BIP²⁵ en novembre 2021, il est ressorti que la moitié des projets étaient achevés et que 4 étaient soit arrêtés et inachevés. Ce suivi a été facilité par **la commune qui envisage de faire de la plateforme un outil officiel** pour le suivi physico-financier des projets.

À Mindif, la plateforme est également appréciée du Maire qui a invité tout le monde à se « *mindifier* »²⁶ et où il a proposé de prendre en charge la formation des membres sur les aspects techniques de suivi des ouvrages enfin de pouvoir s'appuyer pleinement sur elle pour le suivi des projets.

²⁵ Exemples des projets suivis à Koza : la piste à bétail, l'électrification, le parc vaccinogène des animaux, la construction d'un pont, la construction du dalot-radier, le forage, la construction des blocs des salles de classe et le perfectionnement des salles de classes

²⁶ Se sentir citoyen de Mindif et s'engager à apporter sa contribution à son développement

Ce contrôle citoyen est **généralement mal vu par les entreprises de travaux publics et encore peu accepté par les autorités communales** à Dargala et à Mora où aucun membre de l'exécutif n'a accepté de participer aux ateliers d'échanges. Des convergences d'intérêt entre entrepreneurs et élus expliqueraient-ils la situation ? Néanmoins, les deux plateformes ont quand même réalisé un suivi.

Les principales conclusions à Dargala, où le suivi s'est particulièrement focalisé sur les projets hydrauliques, ont relevé que les ouvrages réalisés au cours de l'année budgétaire 2021 n'étaient pas fonctionnels : certains ouvrages non réalisés avaient pourtant été réceptionnés par la Mairie, d'autres manquaient de comités de gestion de points d'eau. De plus, des allégations de discriminations relatives à la distribution des ouvrages ont été relevées ainsi que des tensions interreligieuses. Même si la commune reste encore distante des activités de la plateforme, elle n'en est pas moins à l'écoute des populations.



Grâce au CDD/RESILAC, nous avons compris que les gens qui travaillent à la commune ont le devoir de nous rendre compte de leurs actions. Aujourd'hui, nous travaillons en harmonie. Donc, même s'ils ne nous impliquent pas dans la conception du BIP, ils sont quand même très attentifs à nos problèmes. Par exemple, si nous nous plaignons de quelque chose ici, ils envoient une équipe sur le terrain pour voir de quoi il s'agit. Et très souvent, ils trouvent des solutions.

Entretien réalisé avec un membre d'OBC lors d'un Focus group à Yoldéo, Dargala, le 19 Mai 2022

La plateforme de Mora a suivi 9 projets et a alerté les autorités sur plusieurs malfaçons (qualité des parpaings d'une école, inondation auprès d'un forage) ; lesquelles ont pu prendre des mesures correctives. Cette première expérience devrait permettre de relancer la confiance avec la commune.

Selon les témoignages reçus, le suivi des projets a déclenché une **prise de conscience de ce qu'est le bien public**. Par manque de communication, il était courant que les populations pensent que les infrastructures étaient financées par tel ou tel leader, un chef, un ressortissant parti en ville, selon son bon vouloir et sur ses fonds propres. Ces croyances ancrées valorisaient les élites en renforçant leur pouvoir et empêchaient une appropriation collective de l'ouvrage. Par ailleurs, il faut également relever que certains élus participent également à la « *mésinformation* » et tendent à privilégier la communication qui peut servir leur électorat.

La sensibilisation a contribué à mettre au jour le lien entre taxes et impôts et responsabilités du conseil municipal et de la communauté. Un jeune, aujourd'hui engagé dans le suivi du BIP, a témoigné qu'avant, il était lui-même complice des malfaçons des infrastructures de base en rachetant aux entrepreneurs, pour un usage privé, une partie du ciment destiné à faire les briques, ce qui fragilisait la durabilité de l'ouvrage²⁷. C'est en comprenant que l'infrastructure est en fait la propriété de la communauté qu'il a décidé de se mobiliser.

Il est intéressant de relever que les populations commencent à contrôler aujourd'hui les travaux qui leur sont destinés qu'ils soient ou non commandités par la mairie ; leur appétence pour ce suivi reste cependant freinée par un manque de moyens de communication et de déplacement. Ainsi, si la pratique s'est développée et que les populations connaissent mieux leurs droits, le suivi n'est pas encore systématique.

Plusieurs rencontres entre les plateformes et les conseils municipaux ont pu se tenir, et au-delà du suivi des projets, ces dernières entendent aussi faire remonter les attentes, besoins et frustrations des populations en amont du choix des projets. Ce travail devrait être pérennisé grâce à **l'inclusion de représentants des plateformes dans les Cadre de Concertation Communale du Développement Economique et Social (CCODES)** qui existent dans les 4 communes.



Le CDD/RESILAC nous a formés à travailler ensemble et de ne pas mettre en avant l'intérêt individuel, mais l'intérêt commun. C'est exactement de cette façon que nous fonctionnons aujourd'hui. Nous menons des activités ensemble pour le bien de tous. Aussi, l'harmonie retrouvée entre nos populations a favorisé tout cela. Aujourd'hui, nous suivons les ouvrages qui sont réalisés chez nous avec plus d'efficacité. Dès que nous nous rendons compte qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond avec les techniciens qui viennent travailler chez nous, nous saisissons immédiatement la mairie. Comme quoi, seul on va plus vite, mais ensemble, on va plus loin.

Entretien réalisé avec un responsable d'OBC à Gouma, Mindif, le 12 Mai 2022

²⁷ Selon un autre témoignage, le ciment économisé serait revendu par l'entrepreneur pour lui permettre de rentrer dans ses frais dans le cas où il aurait dû verser des commissions pour obtenir le marché

LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX FAIT TOMBER LES PRÉJUGÉS ET TENSIONS



Voir la fiche de l'activité 7

Voir le diagnostic « *Les populations ont des identités plurielles marquées par des différences ethno-linguistiques religieuses qui peuvent être à l'origine de préjugés et d'un certain communautarisme* »

LES TENSIONS RELIGIEUSES S'EXPRIMENT PLUS FACILEMENT ET COLLECTIVEMENT

Collectivement touchés par les groupes armés non étatiques, les groupes religieux ont tous dénoncé le terrorisme et Boko-Haram ; à Maroua, leurs leaders se sont plutôt rapprochés au sein de l'**Association camerounaise pour le dialogue interreligieux (ACADIR)** prévenant ainsi les fractures religieuses.

Les séances de dialogues interreligieux organisées par ACADIR ont permis d'aborder **des questions sensibles et des tabous** et de dépasser certains blocages.

Aujourd'hui, il est possible **d'aborder certains sujets délicats avec les musulmans comme les liens entre l'Islam et Boko Haram** alors qu'avant ils se sentaient accusés. La question de la place des jeunes et des femmes dans la religion musulmane est également discutée. Enfin, les leaders religieux, quelle que soit leur obédience, sont tous **plus conscients des dangers** que représentent les prédicateurs itinérants, musulmans et des Églises du réveil, qui sont particulièrement actifs pendant le ramadan et le carême et qui tiennent des discours violents teintés de fanatisme et de fondamentalisme.

LES LEADERS RELIGIEUX ET TRADITIONNELS S'ENGAGENT POUR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX

L'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux (ACADIR) définit le dialogue interreligieux comme étant une **forme organisée de dialogue entre des religions ou spiritualités différentes**. Défini comme « *échange de paroles et écoute réciproque engageant sur un pied d'égalité des croyants de différentes convictions religieuses* », le dialogue implique une relation personnelle, une parole intelligible, une adhésion de foi, la reconnaissance d'un droit à la différence et constitue un enjeu existentiel.

La première avancée notable relève de l'acceptation par les leaders religieux de **reconnaître et de dialoguer avec les autres groupes religieux**. La peur de dilution ou de remise en question des croyances ont été les premiers freins ; tandis que d'autres craignaient que le dialogue interreligieux soit une fusion de toutes les religions. Les sensibilisations et formations ont permis de créer des cadres d'écoutes et d'échanges alors qu'avant le RESILAC il était inconcevable pour les différents leaders religieux de se retrouver ensemble. Aujourd'hui, ils ont pris conscience que le dialogue interreligieux est un outil pour construire la cohésion sociale.

L'exemple le plus saisissant est celui du Premier ministre du Lamido de Mindif qui était hostile au rapprochement entre les religieux et gardait ses distances vis-à-vis des femmes, « *il était impensable de mettre ensemble musulmans et chrétiens pour débattre des questions de vivre ensemble* ». Mais aujourd'hui, il est le vice-président de la cellule communale ACADIR de Mindif. De surcroît, il accepte volontiers qu'une femme, chrétienne, soit présidente, donc hiérarchiquement au-dessus de lui.

Quatre antennes communales d'ACADIR ont été créées et chargées de faire vivre le dialogue au sein des communautés et de sensibiliser sur l'importance des religions comme lien social. Ainsi, les concurrences et compétitions entre leaders quant au nombre de fidèles sont moins fortes et la question de la liberté religieuse est également moins sensible. L'ACADIR relève cependant comme freins le manque d'instruction religieuse de certains imams qui limite la profondeur du dialogue.

Enfin, les autorités notamment préfectorales reconnaissent aujourd'hui ACADIR et savent la mobiliser pour venir résoudre des situations conflictuelles, ce qui permet une gestion communautaire des tensions et moins de répressions.

LES LIENS COMMUNAUTAIRES INTERRELIGIEUX SE DÉVELOPPENT

Certaines pratiques nouvelles se réclamant de la religion, essentiellement le salafisme, étaient devenues des barrières aux rencontres et échanges notamment entre musulmans et chrétiens (interdiction des mariages mixtes, interdiction de manger ensemble, etc.). Certaines perdurent : en cas de couple mixte, la conversion à l'Islam est imposée ; alors que d'autres ont évolué comme le partage de repas lors des fêtes, l'assistance mutuelle lors des deuils. Les liens de fraternité et de solidarité se sont développés. Le dialogue interreligieux ainsi que les activités de promotion de la cohésion et de paix ont contribué à rapprocher les communautés religieuses.



Il n'existe plus de frontière entre les musulmans et les chrétiens dans notre localité. Les musulmans partagent nos repas avec nous pendant nos fêtes de nouvel an et de Noël. Ils communient avec nous et nous offrent des présents. Pendant leurs fêtes, nous les assistons également et partageons leurs repas.

Entretien avec un leader religieux à Gaboua, Mora Chefferie, le 18 mai 2022

Au niveau de la jeunesse, des échanges ainsi que des activités interreligieuses ont été spontanément organisées : citons par exemple un concert de musique religieuse entre chrétiens et protestants à Dargala centre, la création d'une plateforme interreligieuse des jeunes dans un quartier cosmopolite des jeunes à Barma (commune de Mora), à Koza ou Dargala, les maisons des jeunes catholiques se sont ouvertes à toutes les confessions.

Les situations restent cependant très inégales selon les villages. Des témoignages montrent que les chrétiens ressentent toujours une supériorité des musulmans qui serait notamment liée aux chefferies traditionnelles. Les catholiques restent la communauté la plus entreprenante pour proposer des initiatives interreligieuses même si les autres religions commencent à avoir de la curiosité pour les autres.



Depuis que le CDD/RESILAC a commencé à travailler dans notre commune, beaucoup de choses ont changé positivement dans les rapports qui existent entre les différentes ethnies en présence, surtout entre les déplacés internes et les populations hôtes. Aujourd'hui, on assiste à une forme de brassage ethnique sans précédent et les religions existantes à Mora entretiennent désormais des rapports pacifiques. Nous en sommes très heureux.

Entretien avec le maire intérimaire de Mora, le 21 Mai 2022, Mora

Des changements à petite échelle mais essentiels pour diminuer les frustrations et augmenter la mixité se sont multipliés :

- À Warba, dans la commune de Mora, une avancée montre que les groupes ne sont pas fermés et entendent les frustrations des autres : un chrétien a été intégré dans la cour du lawan pour rendre justice de façon plus équitable (les chrétiens se sentaient lésés).
- Les jeunes chrétiens ont réussi à faire leur stage de vacances à la commune qui avant n'accueillait que des musulmans (Mora).
- Les OBC, afin de respecter les différences religieuses, ont acté qu'elles ne tiendraient pas de réunion les jours de fêtes religieuses.
- À Dargala, les femmes catholiques avaient leur propre GIC, elles en ont créé un nouveau qui est mixte et qui inclut des femmes musulmanes.

LE COLLECTIF EN VOIE DE DEVENIR UN PILIER DE LA GOUVERNANCE



Voir les fiches d'activité 1, 4, 6 et 8

Voir le diagnostic « *L'inexistence de cadre de dialogue autorise les chefs à décider seuls et les populations à rester éloignées de la gouvernance locale* »

Dynamique Citoyenne puis le CDD ont accompagné l'organisation de dialogues inter et intra-communautaires.

LES COMMUNAUTÉS PRENNENT CONSCIENCE DE LEURS CAPACITÉS À AGIR



Les séances d'animation des dialogues ont permis aux participants **d'analyser collectivement** les causes profondes de leurs difficultés, leurs conséquences et aussi les solutions endogènes possibles. **Le changement de posture** des communautés, qui se perçoivent désormais comme actrices, est notable. Avant, les populations avaient dans l'esprit que tout projet de développement relevait de la compétence de l'État : les autorités administratives et communales seules devaient répondre à tous leurs besoins (aménagement des routes, construction ou réfection des salles de classe et leur équipement, approvisionnement en points d'eau, aménagement des couloirs ou pistes à bétail...). Sans pour autant dédouaner les autorités communales et administratives de leurs devoirs, **elles ont pris conscience de leurs responsabilités** propres soit pour alerter les autorités, soit pour gérer des infrastructures communautaires, soit pour réaliser de petits travaux d'intérêt général, soit enfin pour identifier des solutions endogènes à leur portée.



Quand j'observe la façon dont les personnes avec lesquelles je travaille ici à Mora ont évolué, je suis plus que satisfaite du niveau que nous avons atteint ensemble. En effet, quand je commençais cette belle aventure ici, c'était très difficile car les gens étaient dans une incapacité totale de s'asseoir et trouver des solutions à leurs problèmes. Et, même quand on réussissait à les mettre ensemble pour réfléchir sur leurs difficultés, c'était une perte de temps inutile. Mais aujourd'hui, ils parviennent à s'asseoir pour analyser et réfléchir tous seuls et ceci avec beaucoup de succès, sur les situations complexes auxquelles ils font face au quotidien. Par exemple, pour résoudre le problème de pauvreté qui sévit surtout dans la zone des massifs, les OBC se sont mises en synergie et ont développé leur système de stockage en construisant des magasins de stockage en guise de greniers communautaires dans pratiquement chaque village. De nos jours, on retrouve ces greniers communautaires un peu partout dans cette partie de la commune.

Entretien avec l'animatrice terrain CDD/RESILAC à Mora, le 23 mai 2022, Mora

Le nombre de témoignages relatif à cette prise de conscience par les communautés est important. Ainsi, tout autant que leur relation aux autorités, c'est **le regard qu'elles portent sur elles-mêmes, sur leurs capacités** qui a évolué et qui les encourage à recourir au dialogue collectif dès qu'un problème émerge.

LA COMPRÉHENSION DES PROBLÈMES, PREMIER PAS VERS UN CHANGEMENT DE POSTURE



Vraiment grâce au CDD, nous pouvons enfin nous réunir autour d'un projet commun. Auparavant, chacun s'occupait de sa petite vie. Personne ne voulait savoir ce que fait l'autre et pourquoi. Mais les dialogues intercommunautaires et interreligieux doublés aux causeries éducatives que nous faisons régulièrement ici ont permis que les uns et les autres aient une autre appréhension de la chose commune. Résultat de course, les uns et les autres s'assistent mutuellement aujourd'hui parce que ce qui arrive à l'un peut arriver à l'autre. De plus, on n'a plus besoin de mobiliser les gens quand le village a un problème. Généralement, le crieur de la communauté passe simplement l'information et tôt le matin, tout le monde se retrouve devant le foyer pour qu'on trouve tous ensemble, le moyen de résoudre ce problème. Pour tout cela, nous serons éternellement reconnaissants au CDD/RESILAC.

Entretien avec la présidente du réseau des OBC des jeunes de Yoldéo (Dargala), 05 juin 2022



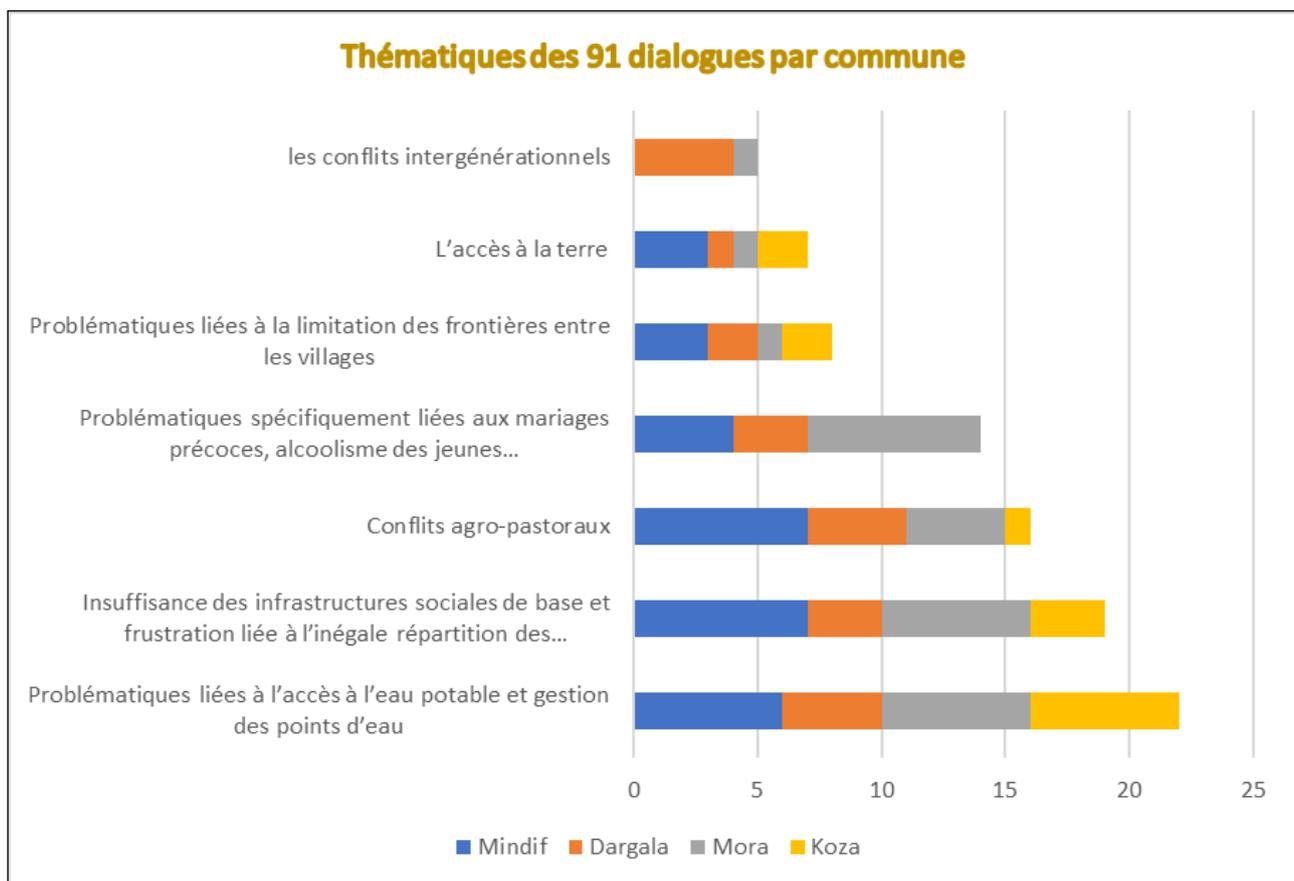
Depuis que le CDD/RESILAC travaille avec nous, vraiment tout va bien. Car aujourd'hui, nous-mêmes nous cherchons à mieux comprendre nos problèmes et à apporter des solutions durables. Et pour cela, nous faisons des réunions avec tout le monde, notamment le chef, les leaders de différentes ethnies, de différentes religions et même avec les femmes parce que dans l'approche du CDD/RESILAC la femme a une place capitale au sein de la société. Tous, nous essayons d'identifier une situation qui perdure dans la communauté, discutons de cela et proposons des solutions. C'est ainsi que le CDD/RESILAC nous a demandé de procéder et aujourd'hui les résultats sont visibles.

Entretien réalisé avec un leader communautaire le 13 Mai 2022 à Djangal (Mindif)

À la différence des sensibilisations qui viennent de l'extérieur, les dialogues communautaires sont portés par les participants qui identifient eux-mêmes les actions à prendre. L'animation est déterminante pour permettre à chacun d'analyser la situation. Plusieurs exemples témoignent de la puissance de changements que peuvent avoir ces espaces où **les intérêts des uns et des autres sont exposés, partagés et mis en débat.**

Ce fut le cas à Maoudine (Mindif) : les pistes à bétail étaient occupées depuis des années par les activités agricoles. Au début de la séance de dialogue, les points de vue étaient très divergents quant à la nécessité et à la possibilité de les réhabiliter. Finalement, après discussions et réflexions, d'un commun accord, tous ont accepté et accueilli cette décision par une salve d'applaudissements.

Autre exemple à Warba et à Seraoumda (Mora) où la thématique choisie était la sous scolarisation des filles. La rencontre a permis aux participants d'établir le lien avec une pratique culturelle propre où une fille doit se marier avant ses premières menstrues. Une fille qui a ses premières menstrues alors qu'elle est encore chez ses parents constitue une malchance pour la famille. Cette dernière doit alors recourir à un marabout pour savoir qui a jeté un mauvais sort sur leur fille pour qu'elle ne trouve pas de maris. En définissant les conséquences liées à cette pratique, les participants eux-mêmes ont réalisé qu'il faut porter un autre regard sur cette pratique pour donner l'opportunité aux filles de poursuivre leurs études, car elles pourraient les aider à devenir des personnes importantes dans la communauté. C'est dans cette optique que les leaders ont décidé de mener des campagnes de sensibilisation pour la promotion de la jeune fille.



L'accès à l'eau est le premier sujet retenu pour les dialogues communautaires. Ils ont permis d'aboutir à des solutions pratiques, telles que :

- la réhabilitation d'une piste à bétail à Maoudine (Mindif) pour permettre au bétail d'accéder aux points d'eau à la saison sèche,
- le curage des puits et sollicitation de Camwater pour un branchement de qualité à Gouzda, Oulad et Djingliya Montagne (Koza),
- la mise sur pied de comités de gestion, propreté autour des points d'eau, cotisation pour l'entretien à Maguirawo (Dargala).

Dans plusieurs cas, les solutions nécessitaient des appuis financiers plus importants ou un engagement des autorités et n'ont pas pu être appliquées.

LE DIALOGUE, CIMENT COMMUNAUTAIRE, BASE DE LA MIXITÉ ?

Les dialogues intercommunautaires ont permis d'établir des **relations constructives** entre des communautés qui ne s'étaient imaginé s'asseoir ensemble pour discuter et trouver des solutions aux problèmes les concernant. Dans plusieurs cas, ils ont permis **d'apaiser les esprits** de certaines communautés en leur donnant l'espace de dire ce qu'elles ressentent et de recevoir des informations claires sur certaines incompréhensions.



Il y avait régulièrement des tensions entre les ethnies présentes à Mindif. Les musulmans n'acceptaient pas d'interactions avec les chrétiens qu'ils appelaient Kaado. Entre les jeunes et les vieux, c'était des conflits permanents. Et la femme n'avait pas un seul mot à placer en public. Mais depuis l'arrivée du CDD/RESILAC, les choses ont beaucoup changé. M. Jean (animateur CDD/RESILAC) et ses collègues ont formé les OBC, les leaders traditionnels, religieux et communautaires aux valeurs de la cohésion sociale et du vivre-ensemble. Avec l'appui de cet organisme, toutes ces personnes formées sont revenues dans leurs communautés respectives organiser des dialogues qui ont permis aux uns et autres de s'exprimer sur les obstacles à la cohésion sociale. Ensuite, ensemble ils ont trouvé les moyens de venir au bout de ces obstacles. Aujourd'hui, on est heureux de constater les musulmans côtoient déjà les chrétiens, les différentes ethnies se parlent et s'assistent mutuellement et la femme a retrouvé sa place dans la commune.

Entretien réalisé avec un leader d'OBC à Doyang, le 12 Mai 2022

Inclusifs, ils ont offert **l'opportunité pour les femmes et les jeunes** de prendre part aux débats publics en exprimant leurs points de vue et ils contribuent donc à déconstruire des stéréotypes sociaux et culturels bien ancrés tels que « *les femmes ne parlent pas en public et ne participent pas au débat public, seuls les hommes peuvent parler* ».



« Depuis que le RESILAC nous a formées et organisées en association de femmes, nous nous faisons entendre et nos avis sont pris en compte. On prend déjà part aux assises à la commune et discutons des problèmes que nous rencontrons dans nos communautés. Ce qui n'était pas le cas dans le passé »

Participante à un focus group organisé à Koza Centre, 18 mai 2022

Enfin, ils ont renforcé **la confiance entre les catégories sociales** au sein des communautés d'une part, mais aussi **entre élus et les populations** d'autre part. L'expérience a montré que les dialogues devraient être davantage appropriés par les autorités afin qu'elles y recourent pour les choix d'implantation des infrastructures sociales qui peuvent rapidement devenir source de conflits.



Pour dire vrai, avant tout le monde pensait que c'est en vivant dans son coin qu'il trouverait le bonheur. Mais depuis l'arrivée du CDD/RESILAC, nous nous sommes rendu compte que c'était une grave erreur que nous faisons. Cet organisme nous a appris que c'est ensemble qu'on trouvera des solutions aux problèmes du vivre-ensemble dans nos communautés respectives. Aujourd'hui, nous nous asseyons tous, musulmans/chrétiens, natifs ou allogènes, jeunes ou vieux, hommes ou femmes pour analyser et chercher les solutions à nos problèmes.

Entretien réalisé le 18 Mai 2022 à Dargala centre

Une mission d'auto-évaluation réalisée en novembre 2021 a montré que 100% des 61 personnes enquêtées, ont affirmé que les dialogues avaient été constructifs. Les explications apportées étaient la forte mobilisation des parties prenantes, la pertinence des problématiques traitées, la participation effective et l'implication des femmes dans les discussions, la pertinence des solutions proposées et appliquées et l'interactivité des discussions.

DÉBATS, FÊTES CULTURELLES, COMPÉTITIONS SPORTIVES ET ACTIONS COLLECTIVES TISSENT DES LIENS ENTRE LES COMMUNAUTÉS ET LES VILLAGES

En termes de résultats obtenus, on peut retenir que les actions de promotion du vivre-ensemble et cohésion sociale ont permis que :

- Le patrimoine culturel local a été revalorisé ;
- Les communautés ont intériorisé les valeurs de la paix, d'unité, du vivre ensemble et de cohésion sociale à partir de la promotion de leur patrimoine culturel ;
- Différents groupes ethniques se sont mobilisés pour des travaux d'intérêt communautaire, cassant ainsi les barrières ;
- Toutes les communautés (ethniques, culturelles et religieuses) locales se sont impliquées dans les initiatives de promotion de la cohésion sociale (partage du repas, visites, mutuelles) ;
- Les jeunes de différentes communautés ont recréé des liens entre eux à travers l'organisation multiculturelle des championnats.
- Les villages se sont mutuellement invités à prendre part aux activités de promotion du vivre ensemble.
- les populations qui, traditionnellement observaient une certaine distance, se rapprochent notamment les musulmans et non musulmans.

LA RECONNAISSANCE DES JEUNES ET DES FEMMES : MOBILISATION RENFORCÉE POUR UNE INCLUSION PLUS FORTE



Voir les fiches d'activité 2, 4, 5 et 8

Voir le diagnostic « Une organisation patriarcale fortement ancrée »

Femmes et jeunes étaient la cible du CDD en raison de leur importance numérique mais aussi et surtout de leurs conditions qui les positionnent « au service de » et en marge de tous les cadres de décisions.

DES CADRES COLLECTIFS SPÉCIFIQUES QUI LIBÈRENT LA PAROLE

Le renforcement des OBC de jeunes et de femmes mais également la mise en réseau des organisations de jeunesse ont permis la mise en place de **cadres collectifs où la parole entre minorités sociales est autorisée et encouragée**. Plusieurs femmes ont témoigné du développement de liens de solidarités entre elles et de la possibilité de partager des difficultés familiales, citant notamment l'éducation des enfants ; parfois les violences conjugales. Certes dans ces espaces, la mixité ethno-linguistique et religieuse reste à renforcer, mais c'est une étape importante qui est franchie.

Les jeunes ont pu analyser, débattre et définir des actions collectives menant à la mobilisation et à leur reconnaissance.



C'est grâce au soutien et à l'accompagnement du CDD/RESILAC que nous sommes capables de nous exprimer devant le grand public aujourd'hui. Avant, nous étions totalement dans l'informel mais depuis que le CDD/RESILAC a décidé de nous accompagner, notre association a été légalisée, et nous avons été formées au développement des activités qui nous rendent visibles aux yeux du grand public et qui nous permettent de générer des revenus pouvant nous rendre autonomes et épanouies dans nos foyers et dans toute la communauté. Avec le CDD/RESILAC, nous avons aussi appris à faire des épargnes grâce auxquelles nous venons en soutien à notre village aujourd'hui.

Entretien avec une responsable d'OBC femmes de Godigong-chefferie, Mora le 22 Mai 2022

JEUNES ET FEMMES MOBILISÉS ET PLUS RECONNUS

Les activités qui semblent avoir le plus permis aux jeunes et aux femmes de se mobiliser sont celles menées par les OBC ainsi que les manifestations culturelles et sportives qui ont contribué à leur donner confiance en leurs propres capacités collectives et qui les ont visibilisés au sein des communautés. Dans toutes les communes, les femmes et les jeunes ont **mené ensemble** des actions en faveur et au service de leur communauté : actions de salubrité ou d'aménagement de berges ou de points d'eau.

Pour la plupart, les jeunes se sont impliqués dans les activités citoyennes qui leur **donnent du crédit et qui battent en brèche les préjugés** sur leur oisiveté, inertie ou désintérêt pour la communauté. Ils se sont engagés dans :

- des sensibilisations sur le mariage précoce, sur la consommation abusive d'alcool, sur l'importance des actes de naissance,
- des travaux d'intérêt communautaire comme les routes ou la stabilisation des berges des cours d'eau,
- le suivi du Budget d'investissement public (BIP).

L'accompagnement des OBC de femmes leur a permis de gagner en termes **de confiance** en elles et en leurs capacités d'action.



Nos jeunes et nos femmes se sont beaucoup démarqués ces dernières années en s'impliquant activement dans la vie associative et politique dans notre localité. Par les activités de sensibilisations et de formations qu'ils ont menées dans ce village, ils ont réussi à imposer le respect et la considération de la communauté toute entière...

Entretien avec un leader communautaire de la commune de Mora, le 23 mai 2022, Mora



Ici chez nous, les femmes sont devenues très entreprenantes. Depuis que le CDD/RESILAC les aide à s'organiser en association, elles sont devenues très dynamiques et plus pertinentes qu'auparavant. Aujourd'hui, elles sont au cœur de toutes les activités menées ici et même dans la vie publique, elles font de plus en plus entendre leurs voix.

Entretien avec un membre d'OBC des jeunes à Dargala, 14 mai 2022



La relation entre jeunes et anciens s'est nettement améliorée depuis que le CDD/RESILAC travaille ici chez nous. En effet, avant, les jeunes étaient versés dans l'alcool et des stupéfiants divers mais, le CDD/RESILAC est venu leur permettre de s'organiser en associations, à prendre part aux activités visant à renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble et à s'impliquer dans les activités citoyennes. Ils ont initié par exemple le nettoyage des alentours du village et l'aménagement de la route qui mène à Mora. Ils se sont également lancés dans des activités visant à aider les parents et les aînés dans leurs champs pendant les saisons des pluies et de récoltes. Ils se sont aussi constitués en comité de vigilance pour permettre à tout le monde de dormir en paix ; mesures préventives aux actions malveillantes des personnes mal intentionnées qui ont déjà causé trop de peine à ce village. Toutes ces actions entreprises par ces jeunes ont réussi à fléchir les anciens vis-à-vis d'eux et redorer le blason de leur relation.

Entretien avec un leader communautaire de la commune de Mora, le 23 mai 2022

DES RAPPORTS SOCIAUX APAISÉS ET PLUS FACILES

Ca et là, des **changements de postures de chefs envers les jeunes** sont encourageants :

- dans le canton Gaboua, le chef traditionnel qui ne s'impliquait jamais auprès des jeunes a participé à une activité sportive qu'ils organisaient,
- à Dargala, l'imam a facilité la mise à disposition d'un local pour la plateforme contre l'avis des fidèles à cause de la proximité avec la mosquée.

De leurs côtés, les femmes et surtout les jeunes se sentent davantage concernés **par la gestion de la commune et commencent à exprimer plus largement leurs problèmes** et revendications aux autorités, notamment car elles et ils ont été sensibilisés sur leurs droits et devoirs mais aussi sur le rôle qu'elles et ils peuvent jouer pour le développement de leur village.



Bien qu'elles ne soient pas impliquées dans la conception du BIP, il leur est arrivé une fois d'arrêter les travaux de construction d'une salle de classe dans le village parce que l'ingénieur ne faisait pas les choses normalement. Les parpaings qu'il utilisait pour les élévations n'étaient pas bien dosés et, à chaque fois qu'on les touchait, ils s'écroulaient systématiquement. Nous nous sommes organisées et nous sommes allées le voir. Quand on a commencé à lui poser des questions, il a voulu nous montrer que c'est lui l'ingénieur et nous les femmes nous ne pouvions rien lui faire. Alors, un autre jour, quand on est arrivé, nous avons commencé à détruire ses parpaings et on lui a demandé de partir. Ensuite, il est allé se plaindre chez le maire. Ce dernier a envoyé une équipe sur le terrain. Et quand son équipe est arrivée, on leur a expliqué et, après que le compte rendu ait été fait au maire, on a retiré le marché à cet ingénieur et on a envoyé un autre continuer le chantier.

Entretien avec la présidente d'une OBC de femmes de la commune de Mora, 04 juin 2022



Moi je vais régulièrement à la chefferie quand il y'a des problèmes. Et à chaque fois quand je prends la parole, le chef demande qu'on m'écoute avec la plus grande attention. Au départ, les hommes ne supportaient pas de me voir et plus encore quand je prenais la parole. Mais aujourd'hui, mes opinions sont considérées autant que les leurs.

Participante à un focus group organisé à Mora Massif, 21 mai 2022

De même, selon plusieurs témoignages, **les chefs amenés à gérer des litiges écoutent davantage les femmes qu'auparavant** (Dargala et Mindif). Elles peuvent également compter sur leur appui quand elles mènent des activités de sensibilisation auprès des communautés. Les hommes réticents à laisser leurs femmes participer aux rencontres communautaires et s'exprimer commencent également à évoluer, dans certains cas sous la pression des chefs traditionnels.

Enfin, il est intéressant également de constater que **des relations entre certains chefs traditionnels se sont améliorées** : initialement caractérisées par de la concurrence et des tensions, elles ont évolué vers plus de collaboration. Par exemple à Koza, les chefs des villages de M'lay, Houva, Makantai se sont rassemblés sur la question de la gestion des ressources naturelles grâce aux dialogues communautaires. À Warba dans la commune de Koza, les chefs traditionnels se sont alliés pour l'ouverture d'une nouvelle piste à bétail. À Tchapai (Mindif), les trois chefs de village se sont accordés concernant l'aménagement d'une route menant à un centre de santé.



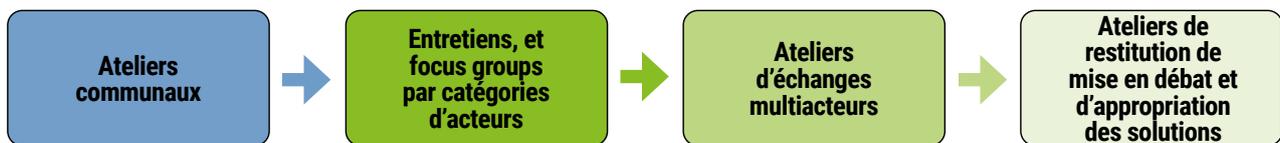
Séance de dialogue intracommunautaire dans la communauté de Godigong,
Commune de Mora le 21/09/2021

FICHE 1 DIAGNOSTICS COMMUNAUTAIRES

OBJECTIF

Les diagnostics communautaires avaient comme objectif de faire un état des lieux des communes avec l'implication des communautés aussi bien dans la collecte que dans l'analyse des informations, afin de permettre à tous les acteurs **d'avoir une vision partagée** des problèmes, besoins, attentes et propositions de solutions.

DÉROULEMENT



Les **ateliers communaux** ont permis :

- d'identifier certains acteurs clés (autorités administratives, municipales, sectorielles, leaders traditionnels et religieux et représentants des organisations à base communautaire) et de leur présenter le RESILAC.
- de recueillir les données et rapports existant sur la démographie, les activités économiques, les infrastructures de base, les routes... afin de faciliter l'élaboration de la cartographie des ressources naturelles, des infrastructures communautaires, des structures économiques et la typologie des principaux conflits.
- d'identifier des personnes ressources engagées pour leur communauté afin de s'appuyer sur elles pour lancer les activités.
- de recueillir des données sécuritaires dans les territoires.

Les **entretiens et « focus groups » par catégories d'acteurs** ont été réalisés au sein des 80 villages ciblés auprès des autorités et des associations, des personnes ressources (directeur d'école, de postes/centres de santé). Ils ont permis de caractériser les principaux groupes d'acteurs et de recueillir une parole plus libre et une analyse plus approfondie des problématiques sociales notamment.

Les **ateliers d'échanges multi-acteurs** ont permis de mettre en débat les premiers constats relevés pour poursuivre les analyses. Ils ont rassemblé les représentants de tous les domaines d'activités des villages (producteurs, éducateurs, commerçants, autorités traditionnelles et religieuses) ainsi que les communautés. Ces dernières ont également soulevé lors de cette étape leurs difficultés et contraintes et ont proposé des solutions endogènes. Parmi les problèmes soulevés, beaucoup de conflits autour de la gestion des ouvrages communautaires comme les forages (solution proposée la mise en place de comités de gestion), manque d'engagement des membres dans leurs OBC (solution : formation sur la vie associative), conflits agropastoraux (solutions : mise en place des cadres de concertation avec les autorités traditionnelles, administratives, agriculteurs, adoption de système de communication entre transhumants et agriculteurs)...

Les **ateliers de restitution, de mise en débat et d'appropriation des solutions** ont achevé le processus. Ils se sont tenus au niveau des communes. Étaient présents : les sectoriels (MINADER, MINSANTE, MINJEC MINPROFF, MINEPIA, MINFOF, MINEDUB), les élus, les représentants des associations de jeunes et des femmes, des confessions religieuses et groupes socio-professionnels (commerçants, agriculteurs, éleveurs).



Diagnostiques communautaires, élaboration de la carte des ressources naturelles avec la communauté d'Ouro-Alkali, Commune de Dargala, 11 au 15 décembre 2018

CONSEILS À RETENIR

➔ Le recours à des enquêteurs endogènes est déterminant

Afin de ne pas commettre d'impair il est judicieux de s'appuyer sur des enquêteurs issus des communautés car ils connaissent les codes culturels et les réalités des populations. Il est également important que les entretiens aient lieu dans la langue des communautés.

➔ Au-delà du recueil d'information, les diagnostics sont l'étape décisive pour la mobilisation des communautés

L'inclusion des acteurs locaux au début des activités a contribué à jeter les bases d'une relation de confiance auprès d'acteurs parfois désabusés de collaborations manquées avec d'autres ONG. L'approche participative a été une très bonne entrée au sein des communautés, elle a de suite mobilisé les communautés autour de l'auto-analyse de leur contexte et de l'identification de pistes de solutions. Elle a permis au CDD de se faire connaître et a donc jeté les premières bases d'un cadre de confiance.

➔ Les diagnostics ne permettent pas de tout connaître et comprendre

Certaines informations sensibles, notamment celles qui touchent aux questions identitaires ou aux chefferies peuvent être recueillies dès les diagnostics mais il n'est pas possible de les mettre tout de suite en débat. En effet, certains sujets doivent être amenés avec tact, les acteurs et les communautés préparés et un cadre adéquat bien défini. Ainsi les diagnostics sont à la fois un état des lieux et le début d'un processus d'analyses et d'auto-analyses à enrichir tout au long de l'action.

Certains groupes, notamment les femmes parlent difficilement devant des « étrangers », le temps est souvent insuffisant pour construire une relation de confiance lors de la phase de diagnostic. Il faut donc accepter que les informations arrivent plus tard et ne pas forcer ou brusquer la parole. Le faible taux de scolarisation et l'analphabétisme peuvent aussi être un frein pour la communication. Des outils d'animation alternatifs pourraient être mobilisés pour favoriser la prise de parole.

CHIFFRES CLÉS

4

diagnostics
communautaires

4 509

participants

80

villages

FICHE 2

ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS À BASE COMMUNAUTAIRE (OBC)

OBJECTIF

L'activité cherchait à **bâtir des associations ou groupements solides et fonctionnels**, capables :

- **d'analyser** leur environnement en termes d'opportunités, de défis, de difficultés et de solutions endogènes,
- **d'être au service** de leurs membres et de leurs communautés (identification des besoins réels et des solutions durables des communautés) pour renforcer la cohésion sociale,
- de **porter des actions** dans les domaines de la gouvernance locale (citoyenneté), du vivre-ensemble, de la cohésion sociale, du dialogue interreligieux, etc.

DÉROULEMENT

Le processus s'est déroulé en plusieurs étapes dans chaque commune :



* Le curriculum de formation était le suivant : vie associative (structuration, vision) ; organisation (textes de base, le choix des responsables) ; fonctionnement (se faire connaître officiellement, planification des activités, le budget, rapports et comptes-rendus).

Une force de l'approche a été de **se calibrer et de s'ajuster régulièrement aux réalités** de chaque commune grâce à un dispositif de communication permanent avec les autorités et les leaders mais grâce aussi à l'inclusion des OBC dans la définition de leurs besoins et attentes.



Vraiment la stratégie du projet CDD/RESILAC est innovante. Avant nos partenaires arrivaient avec une stratégie bien élaborée qui ne coïncidait pas souvent avec le contexte ; encore moins nos réalités. Le CDD/RESILAC a adopté une démarche qui a impliqué les bénéficiaires dès l'entame du projet...

Entretien avec le SG de la commune de Mindif, 11 mai 2022

Diagnostic organisationnel

Cette étape a demandé une préparation minutieuse et des moyens humains spécifiques. Elle fut un **moment important pour établir des relations de confiance entre l'équipe CDD et les OBC.**

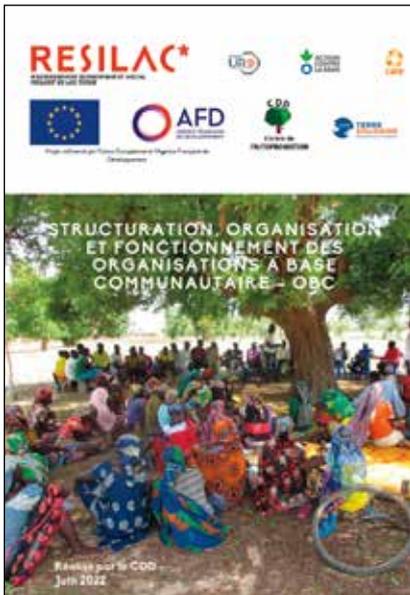
Les étapes et leçons retenues sont :

- **Assurer une bonne communication** sur le processus (finalité, étapes) via des courriers aux OBC depuis les chefs de villages charge à eux d'informer les OBC.
- **Préparer les outils de collecte** : Guide d'entretien auprès des OBC, outil d'évaluation des OBC et outil sur l'analyse des forces et faiblesses de l'OBC.
- **Former les animateurs** qui vont mener ces diagnostics à l'utilisation des outils.
- **Identifier** toutes les OBC par villages
- **Recueillir les données auprès des bonnes personnes** : le responsable, le trésorier général et le secrétaire général. Les données portaient sur la situation géographique de l'OBC, son niveau d'organisation, sa représentativité, sa gouvernance et reddition des comptes, ses évolutions et sa durabilité, sa communication interne et externe, son budget et sa gestion financière, son niveau de programmation, ses compétences et son indice de poly-compétences.

- **Traiter et analyser les données** en intégrant des données externes comme leur environnement, qui peut influencer leur potentiel.
- **Définir une typologie et catégoriser** les OBC afin de bien définir celles qui seront ciblées par les activités suivantes.
- **Analyser les traits communs** à tous les OBC pour commencer l'élaboration d'un **plan de renforcement** et les modules de formation.

CONSEILS À RETENIR

Le guide élaboré par le CDD est téléchargeable sur son site internet: www.cddmaroua.org²⁸



➔ **Mener des diagnostics organisationnels inclusifs et participatifs**

L'expérience a montré que le succès dans l'accompagnement des OBC commence par la phase de leur diagnostic. Il est indispensable qu'il soit mené en lien direct avec les membres des OBC car il permet une prise de conscience collective des forces et des faiblesses et un échange sur la mission des OBC au sein des communautés. Le diagnostic permet à l'OBC d'identifier sa marge de progression et les activités qu'elle doit mener.

➔ **Avoir des critères de choix définis, objectifs et transparents**

L'appui à des OBC induit une montée en compétence de certains groupes et leaders et de facto – c'est d'ailleurs un effet recherché- cela fait évoluer les relations de pouvoir et les dynamiques sociales en place. Afin que le processus soit bien mis au service de la cohésion sociale et ne devienne pas un facteur de jalousies ou frustrations, **le choix des critères d'évaluation et de sélection doit être précis, préalablement défini et les décisions prises transparentes.** Par exemple pour sélectionner les 106 OBC sélectionnées, le CDD a retenu les critères suivants : être une OBC de jeunes ou de femmes, un engagement dans des actions citoyennes, une structuration minimale et l'existence d'une gouvernance.



Le CDD nous a sélectionnés parce que nous menions déjà nos actions sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble. Il nous a alors encouragés à maximiser la sensibilisation dans le même sens et nous a montré des techniques de mobilisation. La stratégie du CDD/RESILAC a été rigoureuse et certaines associations l'ont très mal pris.

Entretien avec un responsable d'OBC à Mogom, 12 mai 2022)

Autre point sensible qui aurait pu donner lieu à des tensions : le choix des OCB pour les dotations. Là encore plusieurs principes ont été respectés :

- Les OBC ont été mises en compétition dans le cadre d'un appel à projet.
- La sélection des OBC à appuyer s'est faite sur la base des critères objectifs et dans le cadre d'une commission ad hoc. Ont été évalués : la pertinence du projet, le capital social et de citoyenneté du projet, ses liens avec la promotion du vivre-ensemble et la cohésion sociale, le niveau de structuration et fonctionnement interne.

²⁸ [https://www.cddmaroua.org/images/banners/STRUCTURATION%2C%20ORGANISATION%20ET%20FONCTIONNEMENT%20DES%20ORGANISATIONS%20A%20BASE%20COMMUNAUTAIRE%20%E2%80%93%20OBC%20\(3\).pdf](https://www.cddmaroua.org/images/banners/STRUCTURATION%2C%20ORGANISATION%20ET%20FONCTIONNEMENT%20DES%20ORGANISATIONS%20A%20BASE%20COMMUNAUTAIRE%20%E2%80%93%20OBC%20(3).pdf)

5. Fiches activités

➔ Définir un accompagnement « *sur mesure* » pour chaque OBC

Pour avoir une bonne appropriation des appuis par les OBC, il est important de bien les définir en fonction des besoins spécifiques exprimés et des faiblesses identifiées dans les diagnostics organisationnels. Cela permet de faire un plan de formation à la carte. L'élargissement des sessions de formation à un plus grand nombre de membres ainsi que la production de supports dans un registre accessible et en langue locale se sont avérés très judicieux pour la mise en pratique. Enfin, il est important de mettre sur pied un mécanisme et un plan de suivi des formations reçues.

Selon leurs potentiels, les OBC ont été catégorisées afin d'adapter les formations.

Niveau et axes de renforcement	Activités à mener
<p>OBC de niveau 1</p> <p>Renforcement de capacités organisationnelle et institutionnelle intensif sur tous les éléments constitutifs.</p>	<p>Vie associative (développement personnel et dynamique de groupe)</p> <p>Focus sur la (re) structuration interne de l'OBC : textes de base (élaboration, au toilettage, adaptation en fonction de la réalité et des contingences de chaque OBC, légalisation)</p>
<p>OBC de niveau 2</p> <p>Renforcement de capacités sur la base des éléments constitutifs où l'OBC est faible en fonction des besoins.</p>	<p>Gouvernance des OBC (organes dirigeant, exercice des rôles)</p> <p>Gestion financière et comptable</p> <p>Formation sur le montage des microprojets d'OBC</p> <p>Renforcement des capacités sur la planification ou autre thématique en fonction des besoins exprimés</p> <p>Accompagnement dans l'élaboration et l'exécution des plans d'actions</p>
<p>OBC de niveau 3</p> <p>Renforcement de capacités spécifiques à fixer avec l'OBC ; Accompagnement sur des thématiques spécifiques pour le développement de l'OBC</p>	<p>Recherche des financements/crédits</p> <p>Montage et exécution des microprojets d'OBC</p> <p>Management efficient des OBC (gouvernance stratégique)</p> <p>Système de redevabilité</p> <p>Prospection de l'OBC dans le temps et l'espace</p> <p>Participation des OBC dans les affaires communautaires et activités citoyennes ponctuelles</p> <p>Implication et la participation des OBC la gouvernance locale</p> <p>Suivi des recommandations suite aux formations reçues</p> <p>Recherche de partenariats (Commune, ONG, autres OBC locales et extérieures etc.) en vue de capitaliser et dupliquer les expériences reçues</p>
<p>OBC de niveau 4</p>	<p>OBC fonctionnelles et autonomes (formelles et en constante évolution)</p>

➔ Associer les services administratifs aux sessions de formations des OBC

L'organisation des sessions de formation est une occasion à utiliser pour **renforcer l'esprit de collaboration entre les OBC et les services techniques de l'Etat et initier des relations de confiance**. Leur présence permet également de leur faire prendre conscience du potentiel des OBC pour la commune, de s'assurer qu'ils intègrent et valident les informations données aux OBC afin d'éviter des discours contradictoires ou des récupérations. Ainsi, il est important que le principe d'indépendance des OBC soit bien rappelé. Enfin, les formations peuvent susciter chez les services techniques déconcentrés l'engagement d'appuis ultérieurs (notamment pour la reconnaissance légale ou pour l'obtention de financements).

CHIFFRES CLÉS

1 368

OBC identifiées

3 626

membres ont participé
aux diagnostics
organisationnels

32

formations
en renforcement
organisationnel ont touché
1138 personnes de 144 OBC

106

OBC accompagnées.
86 sont fonctionnelles
et actives

DURABILITÉ

La stratégie de pérennisation s'est développée autour de :

- L'accompagnement de proximité et la **formation spécifique sur la gestion** (utilisation, entretien, stockage) des matériels du collectif, ceci est un enjeu majeur pour la cohésion du groupe ;
- L'instauration d'un système de **participation financière minimale** des membres en vue de la constitution d'un fond propre (cotisation des membres, recherche de partenariats, collaboration avec les communes).

À la fin du processus, les OBC ont remonté leurs **principales difficultés** qui sont autant de points d'attention pour la suite de l'accompagnement. Elles relèvent de 2 registres :

- **Un environnement difficile** : la pauvreté provoque une insuffisance de moyens financiers pour l'organisation des activités citoyennes, l'entretien des ouvrages et la création d'activités génératrices de revenus (AGR). Les procédures administratives pour la légalisation sont lourdes, les élites de développement du village sont peu disponibles et accessibles. L'accès à la terre est limité ce qui rend difficile la création d'AGR.
- **La faiblesse du « membership »** : instabilité des membres, non-paiement des cotisations, non-respect des textes par certains membres.



Atelier de formation des OBC à Koza, le 19 janvier 2021

FICHE 3 PROMOTION DU CONTRÔLE DE L'ACTION PUBLIQUE LOCALE PAR LES CITOYENS (PLATEFORMES)

OBJECTIF

La création de plateformes répondait à l'objectif de **renforcer l'exercice de la citoyenneté** par :

- **le suivi indépendant du Budget d'Investissement Public (BIP)** mis en œuvre par les communes et la participation à la gouvernance locale pour une meilleure prise en compte des intérêts des populations par les élus ;
- **la mobilisation des communautés** pour qu'elles expriment leurs priorités, qui sont des réponses aux problèmes de développement qu'elles rencontrent au quotidien ;
- **la sensibilisation des populations** à s'approprier les réalisations dans leurs communautés ou faire participer les jeunes du village dans des **actions concrètes** de développement.

DÉROULEMENT



Le CDD a d'abord été formé et outillé sur le suivi physico-financier des projets du BIP, puis a formé les membres des 4 plateformes. Cette activité a particulièrement intéressé les OBC qui ignoraient qu'elles pouvaient non seulement demander des comptes mais aller elles-mêmes suivre sur le terrain les réalisations. Le suivi du BIP est un levier essentiel pour le renforcement de la citoyenneté.

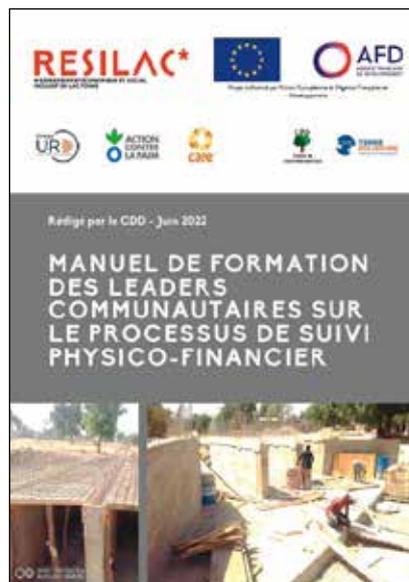
CONSEILS À RETENIR

Le guide élaboré par le CDD est téléchargeable sur son site internet: www.cddmaroua.org²⁹

➔ Formation et outillage sont indispensables pour aider les plateformes à faire le suivi du BIP et à bien se positionner

Au-delà des aspects techniques ou opérationnels du suivi du projet/de l'infrastructure, il est important de replacer l'exercice dans le cadre de l'exécution du budget public et des plans de développement communaux. Les principes qui doivent conduire l'exercice ainsi que la posture de l'enquêteur sont aussi déterminants pour la réussite du suivi. Il est important que les membres de la plateforme ne se perçoivent pas être des contrôleurs de la Mairie mais plutôt « *le bras séculier* » qui aide la commune.

Compte tenu du manque de connaissance des populations sur leurs droits et le fonctionnement de leur administration et des collectivités locales mais aussi de la complexité de l'exercice, une formation est importante ainsi que la diffusion d'outils. Si l'exercice est mal réalisé, il peut en effet détériorer les relations avec la mairie, discréditer l'enquêteur voir créer des conflits.



²⁹ <https://www.cddmaroua.org/images/banners/MANUEL%20DE%20FORMATION%20DES%20LEADERS.pdf>

➔ Au-delà du suivi « projet par projet », la consolidation des données dans un rapport unique est nécessaire mais difficile

L'objectif est que les plateformes consolident leurs données et puissent les faire remonter au Maire dans le cadre d'un dialogue structuré. Force est de constater que cet exercice est difficile : cela demande un travail de rédaction et d'analyse des informations. Dans la pratique, les malfaçons constatées sont immédiatement rapportées aux autorités pour correction pendant les travaux et les plateformes ne capitalisent pas le travail réalisé. Des outils de suivi simples et d'agrégation sont indispensables.

➔ Les réticences de certains élus n'interdisent pas le suivi citoyen

Le journal des projets est un document public qui doit être disponible à la Mairie et dans tous les cas publiés sur internet. Certes le manque de collaboration avec la Mairie n'est pas un facteur encourageant mais il n'empêche pas de suivre le BIP et de diffuser les résultats au sein des leaders.

CHIFFRES CLÉS



4

plateformes communales de suivi du budget communal créées et actives

161

personnes dont 56 femmes issues de 80 OBC formées au suivi du BIP

DURABILITÉ

Le processus s'est achevé par un échange d'expériences entre 35 leaders. Ils ont autoanalysé et identifié les résultats obtenus par les plateformes puis des éléments de pérennisation. Plusieurs recommandations ont été formulées :

Sur le fonctionnement interne et les activités des plateformes :

- La nécessité du respect scrupuleux des textes de base par les membres
- La mise à disposition des plateformes d'un manuel constituant de support pour le suivi
- La création de cellules représentatives des plateformes dans les cantons pour éviter les longs déplacements
- L'opportunité d'élargir les plateformes à des villages où le RESILAC n'intervient pas
- La forte implication des femmes dans les plateformes.

Sur les relations avec les autres acteurs :

- Le besoin de réexpliquer aux communes réticentes le rôle et l'importance de la plateforme ;
- L'engagement des plateformes à identifier les besoins des localités et les remonter au niveau des Mairies, sectoriels concernés et Sous-préfecture ;
- L'interconnexion des plateformes pour le partage des bonnes pratiques, d'expériences, des informations, mutualisations des actions (création d'un groupe WhatsApp par exemple) ;
- Le renforcement de la collaboration avec les différents acteurs ;
- L'interconnexion avec les plateformes et réseaux des jeunes ;

FICHE 4

DYNAMISATION DES MOUVEMENTS DE JEUNESSE

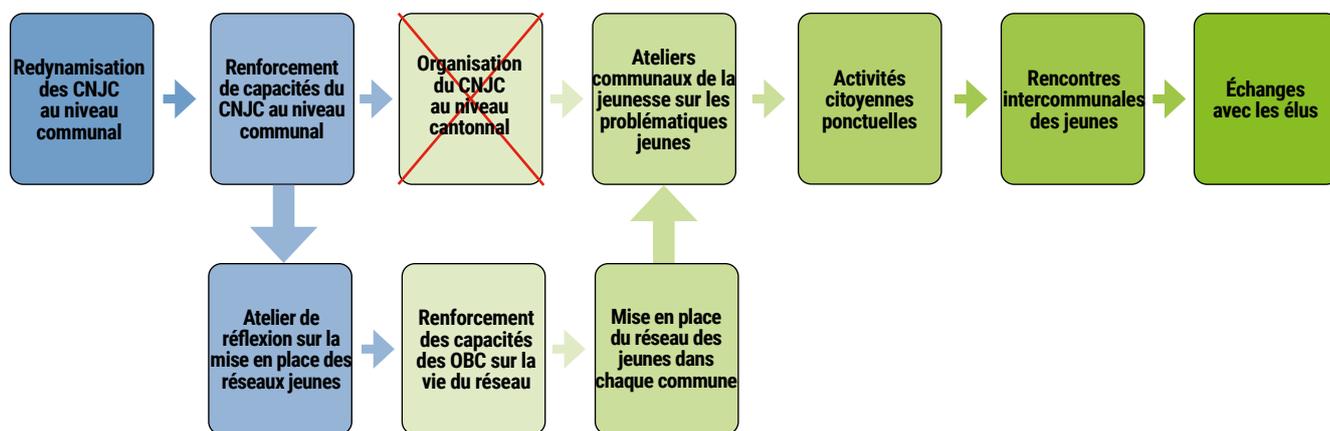
Les diagnostics communautaires ont confirmé le manque de perspectives et les difficultés d’insertion économiques et sociales des jeunes et ont surtout permis de pointer leur faible engagement dans les activités citoyennes et leur peu de collaboration avec les conseils communaux et les services déconcentrés.

OBJECTIF

En complément des appuis individuels apportés aux OBC de jeunes, l’appui à **la structuration de collectifs d’organisations de jeunes** visait à :

- leur permettre d’échanger et d’agir collectivement sur **les problèmes qui les concernent**
- les inciter à mener des **activités citoyennes** au niveau de leur commune
- les faire **collaborer avec les élus locaux** pour que leurs aspirations et besoins spécifiques soient pris en compte.

DÉROULEMENT



L’approche initiale prévoyait de redynamiser les organisations pré-existantes à savoir les conseils nationaux de la jeunesse du Cameroun (CNJC) au niveau communal. L’hypothèse posée était que ces structures étaient inactives faute de moyens financiers et d’outils d’animation et de gestion. Des sessions de formations ont été organisées, 189 membres du CNJC dont 66 femmes y ont participé. Partout, les ateliers ont été largement coordonnés et animés par les sectoriels (Délégués d’Arrondissement de la jeunesse et de l’Education Civique (DAJEC) et Chefs du Centre Multifonctionnel de la promotion des jeunes (CMPJ)).

Malheureusement, l’instrumentalisation du CNJC par des politiques, des leaders traditionnels, voire des leaders religieux est apparue dans certains cas comme une véritable menace à l’existence des CNJC. La plupart des bureaux exécutifs des CNJC sont l’émanation d’un homme/femme politique de la commune ou de la région. À l’issue des différentes rencontres, force était de constater que les bureaux ne peuvent évoluer qu’à l’issue d’élections que seul le Ministère de la Jeunesse et de l’Éducation Civique est en mesure réorganiser. Ainsi, il a été impossible de poursuivre l’accompagnement car les gouvernances étaient inactives et que leur mandat a été allongé jusqu’à mars 2022.

Le CDD a alors revu sa stratégie en mettant l’accent sur les OBC de jeunes déjà accompagnées et en les incitant à se mettre en réseau au niveau communal. Afin que les jeunes formés via l’appui aux CNJC ne soient pas démotivés et que les enseignements ne se perdent pas, ils ont été encouragés à participer aux actions soit en intégrant les OBC soit en intervenant comme des personnes ressources. Ce processus a débouché sur la mise en place des Réseaux de la Jeunesse dans les 4 communes.

CONSEILS À RETENIR

➔ L'indépendance de l'organisation de jeunesse

L'expérience non aboutie de l'accompagnement du CNJC prouve s'il le fallait, qu'un acteur, aussi pertinent soit-il, ne peut évoluer que s'il est maître du renouvellement de sa gouvernance. Bien que la base de plusieurs CNJC communaux soit engagée et dynamique, il n'a pas été possible de poursuivre le partenariat car les gouvernances n'étaient pas actives et que leur renouvellement était lié à une décision politico-administrative. Il est donc important de partir des dynamiques existantes qui respectent les principes associatifs.

➔ La mobilisation de la jeunesse doit s'articuler autour des problématiques qu'elle rencontre et s'incarner dans des actions citoyennes

Les jeunes ne sont habituellement pas appelés à donner leur avis sur la communauté et se sentent souvent peu écoutés. L'accompagnement doit inverser cette tendance et les positionner en acteurs responsables. Il est important de les encourager à analyser les problèmes qu'ils rencontrent et à identifier des pistes de solutions. L'action est une étape importante de leur mobilisation, il est donc important d'appuyer rapidement les initiatives qu'ils ont eux-mêmes définies pour qu'ils prennent confiance en eux et en leurs capacités d'actions. Exemples d'actions menées : la réparation des routes, les échanges avec les parents sur les mariages forcés ou précoces, la lutte contre l'alcoolisme, la promotion de la diversité ethnico-religieuse comme potentiel et non sources de conflits.

➔ L'implication des services déconcentrés de l'État dans l'accompagnement des organisations de jeunesse permet de jeter les bases de collaborations futures

Les représentants du Ministère de la jeunesse ne disposent pas de moyens (financiers et techniques) pour faire un accompagnement des organisations de jeunes ; généralement ils identifient très mal les organisations de jeunesse. Pourtant, il leur est souvent demandé de mettre en œuvre des projets ou initiatives nationales en faveur de la jeunesse. L'implication des services déconcentrés de l'État, « sectoriels » dans la structuration des réseaux de jeunesse les aide à se positionner comme partenaires des organisations et permet également d'accompagner la façon dont la relation se construit en mettant l'écoute et le respect en avant.

CHIFFRES CLÉS

228

jeunes formés lors des ateliers de redynamisation des CNJC et en gestion de collectifs

4

réseaux communaux fonctionnels et engagés dans la citoyenneté

184

jeunes (23% de filles) de 77 organisations impliqués dans la mise en place de réseaux

19

ateliers cantonaux tenus et ont réuni 801 jeunes (30% de filles)

Une rencontre intercommunale a réuni 40 jeunes (30% de filles) qui se sont donnés comme vision commune : « **Les jeunes sont des acteurs de changement au sein de leurs communautés** ».

DURABILITÉ

Lors de la rencontre intercommunale, les Réseaux se sont donnés plusieurs perspectives : la construction d'alliances avec d'autres réseaux au niveau national, leur engagement aux manifestations officielles dans leurs communes ; la tenue de réunion mensuelle de leur bureau, la conduite d'actions citoyenne, le plaidoyer pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations et leur implication effective dans la gouvernance locale.

FICHE 5 L'APPUI À DES MICRO-PROJETS COLLECTIFS PORTEURS DE CITOYENNETÉ ET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'appui au mouvement associatif était envisagé comme un moyen de renforcer la citoyenneté et la cohésion sociale. Les principes et valeurs transmis lors des formations et de l'accompagnement des collectifs fixent un cadre, le financement de micro-projets a permis de l'opérationnaliser concrètement.

OBJECTIF

L'objectif était de renforcer les capacités et les moyens des OBC pour mener leurs propres activités dans le domaine de la citoyenneté et de la cohésion sociale.

Il s'agissait de :

- Doter les OBC en matériel de fonctionnement,
- Renforcer les capacités des OBC dans les domaines spécifiques des activités qu'elles mènent afin qu'elles portent davantage les enjeux de leur communauté,
- Susciter une participation massive des membres des communautés autour des activités d'intérêt communautaire lors des séances de sensibilisation de masse.

DÉROULEMENT



Après 4 ateliers de formation des 106 organisations à base communautaire (OBC) sur les techniques d'élaboration de micro-projet, les animateurs du CDD les ont coachés à rédiger leurs projets à soumettre pour appui auprès du CDD.

CRITÈRES DE SÉLECTION DES PROJETS

	Critères	Détails
1	Nature	Association des jeunes/Femmes/mixte
2	Engagement dans des actions citoyennes et communautaires	Les membres des OBC doivent démontrer leur capacité de mobilisation communautaire et d'exprimer leurs priorités et les réponses aux problèmes de développement qu'ils rencontrent dans leurs communautés. Engagement à sensibiliser les populations à s'approprier les réalisations dans leurs communautés ou faire participer les jeunes du village en qualité de main d'œuvre et d'en assurer la maintenance.
3	Niveau de structuration	Niveau de structuration compris entre 50 et 80 points selon le critère d'évaluation (février 2020) Existence des organes de gestion et leur fonctionnement, capacité de rédaction des rapports (au moins une personne peut rédiger un rapport)
4	Gouvernance	Gestion transparente, communication (partage d'informations sur les activités), rapports d'activités et financiers, ouvert aux discussions
5	Planification	Planification annuelle claire avec des activités focalisées sur la citoyenneté

CONSEILS À RETENIR

➔ Les OBC doivent être accompagnées dans l'élaboration de leur projet

Les animateurs ont formé les OBC à identifier, définir, détailler et budgétiser leur micro-projet et à le faire de façon collective. Cependant, un coaching des leaders a été nécessaire sur la durée afin de pouvoir aider à corriger rapidement les malentendus, les erreurs ou les mauvaises orientations.

CHIFFRES CLÉS



37

OBC ont soumis
des projets

25

OBC sélectionnées
sur la base des critères établis

DURABILITÉ

La mise en place des comités de gestion avec des membres formés est une condition pour la bonne utilisation et la pérennisation des ouvrages et du matériel au sein des OCB. Des guides ont été donnés, cependant, un suivi par les animateurs reste nécessaire pour apprendre aux membres à gérer les imprévus et les difficultés qui vont nécessairement se présenter. Il reste en effet difficile d'enseigner la gestion d'incident, cet apprentissage passant par les expériences.



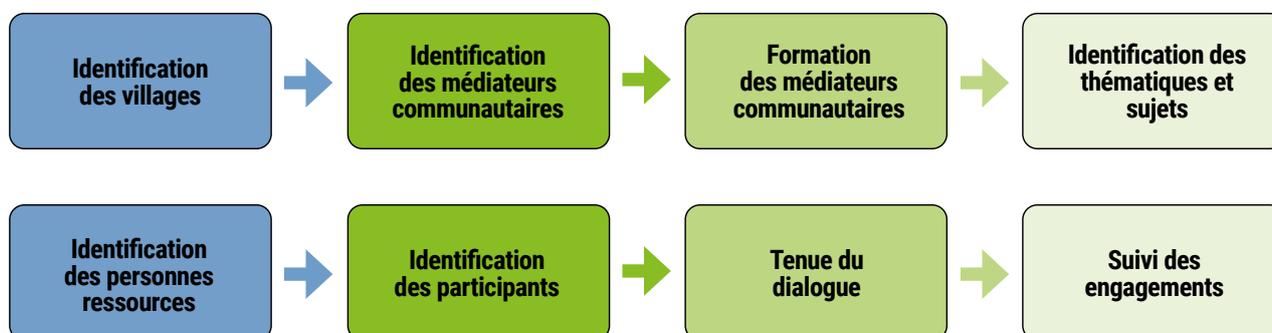
FICHE 6 DIALOGUES COMMUNAUTAIRES

OBJECTIF

Il s'agissait de réunir différents groupes d'acteurs (hommes, femmes, jeunes) issus de différentes composantes sociales, de différents groupes ethniques et religieux afin qu'ils **analysent collectivement la situation et comprennent les différents points de vue ou interprétations afin de créer un terrain d'entente et prendre des décisions constructives et inclusives devant déboucher sur des actions concrètes.**

DÉROULEMENT

Pour être efficaces, les dialogues communautaires se sont inscrits dans un processus très cadré. Une mauvaise préparation peut aboutir sur un dialogue qui n'apporte aucune solution ou qui exacerbe les tensions avec un risque de découragement et de crise de confiance.



L'identification du ou des villages où un dialogue communautaire était nécessaire, s'est faite sur la base des diagnostics territoriaux ; les données relatives aux diagnostics organisationnels des organisations à base communautaire ont également été mobilisées.

Critères pour identifier un médiateur communautaire

- Être aimé.e et écouté.e par les membres de la communauté ;*
- Avoir un grand sens de l'écoute ;*
- Être capable d'animer une réunion ;*
- Être sensible aux questions du vivre ensemble ;*
- Avoir une communication facile ;*
- Avoir une facilité à mobiliser les membres des communautés ;*
- Avoir la culture du bénévolat et du volontariat ;*
- Être leader communautaire.*

Ensuite, les animateurs du CDD ont enquêté auprès des chefs traditionnels, des leaders religieux et des membres des communautés pour identifier les médiateurs communautaires qui seraient en charge d'organiser et de faciliter le dialogue. Ces personnes ont été formées aux techniques d'animation de dialogues intercommunautaires et de dialogue interreligieux ; les exercices pratiques et les simulations ont permis d'arriver à une compréhension commune et à une meilleure appropriation. À l'issue de chaque formation, les médiateurs communautaires ont organisé des séances de restitution aux chefs

traditionnels et aux autres leaders. Après les séances de restitutions, les médiateurs communautaires avec l'aide des chefs de village, ont identifié des personnes ressources pour participer à l'organisation des dialogues. Des réunions ont permis de décider de la distribution des rôles, de la conduite des activités préparatoires.... Les médiateurs communautaires pouvaient à chaque étape s'appuyer sur les animateurs du CDD.

LES DIALOGUES INTERCOMMUNAUTAIRES ONT LIEU AU SEIN D'UN MÊME VILLAGE, LES DIALOGUES INTRA-COMMUNAUTAIRES CONCERNENT GÉNÉRALEMENT PLUSIEURS VILLAGES.

Afin de bien préparer la séance, la situation est pré-analysée par le médiateur et les personnes ressources et consignée par écrit : quel est le problème et son historique ? quels sont les groupes d'acteurs concernés et leurs intérêts ? Cette étape permet de **cibler les personnes** à convier. Le lieu de la rencontre doit faire l'objet d'un consensus et être neutre, notamment dans le cas d'une rencontre entre plusieurs villages.

Critères pour identifier les participants

Avoir une communication facile

Être capable de participer activement aux échanges

Avoir l'esprit constructif

Être dynamique

Avoir le sens de l'écoute

Être sensible aux questions du vivre ensemble ;

Avoir une facilité à mobiliser ses pair.e.s et la capacité de tenir une réunions avec eux;

Avoir la culture du bénévolat et du volontariat.

Être représentatif de son groupe : femmes, jeunes, hommes, vieux, leaders religieux ou communautaires, élus, etc...

L'animation de la séance proprement dite est déterminante. Les débats sont souvent houleux et les solutions aux problèmes de prime abord difficiles à trouver. Quand les discussions sont menées avec **tact et bien orientées**, les participants finissent par s'accorder, à identifier des actions à mener et à s'engager à les mettre en place.

Certaines thématiques des dialogues sont particulièrement sensibles, notamment quand l'identité religieuse ou ethnique des populations entre en jeu. On peut citer par exemple des tensions dans la cohabitation entre chrétiens et musulmans liées à des différences d'accès aux services sociaux ou infrastructures économiques de base. Les cas de relations conflictuelles entre déplacés et hôtes sont également délicats. Certains déplacés sont perçus comme étant complices des terroristes au sein des communautés, cependant, les populations ne se prononcent pas en public pour des raisons de confiance : « on ne connaît pas qui est qui et avec qui on est ». Lors des séances d'animation, les participants ont du mal à

s'exprimer sur ces sujets. Enfin, les problèmes qui mettent en cause des élites ou personnes riches qui ont de l'influence dans la sphère politico-administrative restent, à ce stade, impossibles à solutionner.

CONSEILS À RETENIR

Le guide élaboré par le CDD est téléchargeable sur son site internet: www.cddmaroua.org³⁰

➔ Les sujets doivent répondre aux besoins des communautés

Le choix du sujet doit répondre aux besoins soulevés par la communauté ; il doit être l'objet d'une bonne problématisation qui se précise au cours de débats. Un problème qui ne concernerait pas directement la communauté, risquerait de ne pas être approprié et aurait donc du mal à être solutionné.

➔ Chaque parole doit avoir la même place

Les **échanges** lors des séances d'animation des dialogues mettant en présence les différentes composantes de la communauté **sont ouverts et libres**. Tous les participants sont placés au **même pied d'égalité**. Il n'est permis à aucune personne de faire valoir sa notoriété ou autre élément de nature à influencer les points de vue ou les décisions à prendre. Cette condition donne la possibilité aux participants de s'exprimer librement. Ainsi, dans les séances d'animation des dialogues, la parole est donnée librement aux jeunes et à égalité avec les personnes âgées : ce qui était inacceptable jadis.



Ce dialogue donnait la possibilité aux uns et aux autres de s'exprimer sur les problèmes qui, selon eux, empêchaient le vivre ensemble dans la commune de Mora. Les gens se sont exprimés à cœur ouvert et, ensemble, nous avons trouvé des solutions à nos problèmes

Entretien avec le responsable de la plateforme des OBC de Mora, 02 juin 2022

5. Fiches activités

➔ La séance doit être inclusive

Dans les communautés musulmanes, les pratiques culturelles ne permettent pas que **hommes, jeunes et femmes s'assoient ensemble** pour quelle que raison que ce soit. Les femmes et jeunes ne sont pas admis dans les débats publics et même s'ils sont admis, ils n'ont pas droit à la parole. Il est souhaitable d'analyser d'abord la situation socio-culturelle afin de trouver les véritables causes de l'hostilité des hommes et envisager des solutions inclusives sans toutefois faire entorse à ce qui émanerait des pratiques religieuses. Lors des dialogues intercommunautaires, une **permission est toujours demandée** dans les communautés plus ou moins hostiles pour que les hommes puissent permettre aux femmes d'être présentes et puissent participer. Ce fut des occasions pour les jeunes et les femmes, qui n'avaient jamais eu la possibilité de prendre part aux débats publics, de s'exprimer plus librement. Certes leurs interventions sont souvent timorées, mais c'est déjà un changement qui se dessine. Les médiateurs sont sensibilisés sur l'importance **de susciter la prise de parole des jeunes et des femmes**.

➔ Éviter les conflits entre personnes

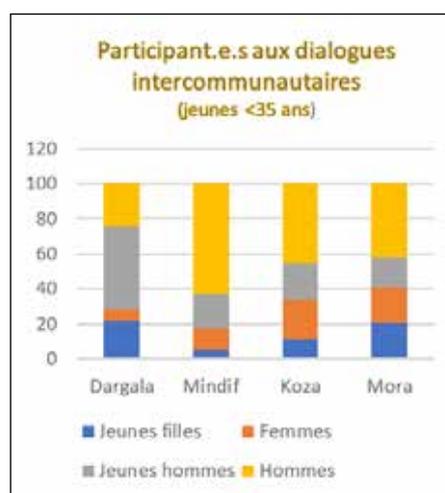
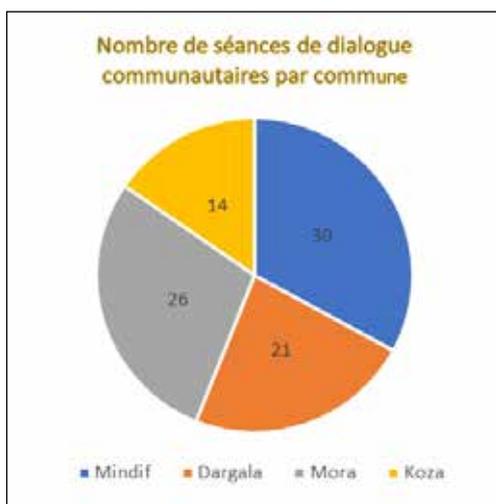
Certains problèmes ont pour racines des différends entre des personnes ou familles, or un dialogue communautaire n'est pas un tribunal, il est donc important dans l'analyse du problème de s'assurer à ce que les débats ne s'orientent pas contre un individu, une famille, un groupe. Il est aussi important d'éviter d'inviter des personnes clivantes qui ont des ressentiments personnels envers d'autres ou qui pourraient utiliser l'espace pour diviser les populations.

➔ Les recommandations doivent être suivies et accompagnées

Le dialogue intercommunautaire demande du temps pour produire des résultats. Après la séance, un **suivi de proximité** est nécessaire pour la mise en pratique des engagements pris. Les animateurs doivent rester en contact avec le médiateur communautaire et les leaders qui ont pris part à la séance. Il est important de pouvoir les appuyer, notamment dans le cas où ils doivent recueillir des fonds auprès de la communauté, dans plusieurs cas, ils n'ont pas suffisamment confiance en eux pour passer à l'action ou ont peur des réactions des populations qui n'ont pas participé au dialogue. L'animateur doit les **accompagner pour faire la restitution** des décisions et la sensibilisation sur l'action au sein des communautés.

RÉSULTATS

Au total, 91 dialogues communautaires ont été « officiellement » organisés et ont mobilisé 3.646 participants. Dans les faits, plusieurs communautés ont continué à se retrouver pour débattre sans la présence des animateurs du CDD et sans forcément l'en informer (Koza).



Les différences de nombre de séances par communes s'expliquent en partie par le contexte et les priorités que les animateurs se sont fixés par commune. La participation des femmes et des jeunes filles est bien inférieure à celle des hommes mais on relève une meilleure représentation à Mora où l'animatrice s'est particulièrement investie à leurs côtés.

Parmi les thématiques abordées par les populations, plus de la moitié ont trait à l'accès aux services sociaux de base et notamment à la gestion autour de l'accès à l'eau.

Parmi les réalisations, on note la réhabilitation de 2 pistes à bétail à Mindif, un plaidoyer sur la question de la destruction des cultures par les éléphants (Moaudine, Ouro Babba et Sawawo), un accord sur les limites territoriales entre les villages de Djingliya Montagne et Makandai (Koza), la tenue d'une assemblée générale au Centre de Santé intégré (CSI) Mazi-Oulad pour une gestion transparente des fonds (Koza). À Dargala, sur les 11 engagements qui avaient été pris par les communautés (06/21) cinq ont été réalisés et quatre engagements sont en cours. Les 2 autres n'ont pu être réalisés faute de moyens (forage à Leggao, scolarisation des jeunes filles à Kahéo).

DURABILITÉ



Les dialogues intercommunautaires sont par définition appropriés par les populations dans la mesure où ils doivent apporter des réponses à leurs attentes. Une mission d'auto-évaluation (11/2021) a montré que 100% des personnes enquêtées, (61), ont affirmé que les dialogues organisés étaient constructifs en raison de la forte mobilisation des parties prenantes, de la pertinence des problématiques traitées, la participation effective et l'implication des femmes dans les discussions, des solutions proposées et appliquées et des discussions interactives. Les leaders communautaires se sont engagés à la poursuite des dialogues au-delà du RESILAC.

Cependant, il existe des risques qu'ils ne perdurent pas dans la durée s'ils ne sont pas suivis d'effets. Ainsi l'animation est-elle déterminante ainsi que l'appropriation large de la méthodologie (notamment les chefs traditionnels). Toutes les étapes doivent également être scrupuleusement respectées, même si cela demande du temps : identification, mobilisation, sensibilisation, conduite des dialogues, suivi des résultats.

Afin d'accompagner la mise en œuvre des recommandations liées aux ouvrages communautaires, le CDD a élaboré un guide téléchargeable son site internet du CDD : www.cddmaroua.org³¹



³¹ [https://www.cddmaroua.org/images/banners/MANUEL%20DE%20FORMATION%20DES%20OBC%20SUR%20LA%20GESTION%20DES%20OUVRAGES%20COMMUNAUTAIRES%20\(1\).pdf](https://www.cddmaroua.org/images/banners/MANUEL%20DE%20FORMATION%20DES%20OBC%20SUR%20LA%20GESTION%20DES%20OUVRAGES%20COMMUNAUTAIRES%20(1).pdf)

FICHE 7 PROMOTION DU DIALOGUE INTERRELIGIEUX

OBJECTIF

L'objectif du dialogue interreligieux était double :

- amener les communautés à **s'accepter malgré leurs différences confessionnelles**,
- **s'appuyer sur les leaders religieux des différentes confessions** pour renforcer la cohésion sociale.

DÉROULEMENT



Les leaders ont principalement été identifiés parmi les autorités religieuses, traditionnelles et associatives mais aussi au sein des communes et des communautés.

Les 6 sessions de formation ont porté sur le processus du dialogue interreligieux. À partir de l'auto-analyse de la qualité des relations et des perceptions entre les différentes communautés de foi et les croyants des autres confessions, l'ACADIR a informé et expliqué ce qu'est le dialogue interreligieux et a accompagné les leaders pour une prise d'engagement à entretenir des relations pacifiques. Les conflits ou tensions préalablement relevés ont été travaillés en collectif.

À la suite des premières formations, des cellules communales d'ACADIR ont été mises en place sur la base des textes associatifs (statut, règlement intérieur, charte) et des missions d'ACADIR. Parmi les nouveaux membres, plusieurs ont été formés à la gestion des conflits et à la médiation communautaire.

La sensibilisation des communautés a ensuite été menée à la fois par l'antenne régionale et par les cellules communales qui ont une indépendance d'action et peuvent mener leurs propres activités. Des brochures explicatives du dialogue interreligieux, de la paix, du vivre ensemble et de la citoyenneté ont été largement diffusées et des émissions ont été produites sur les antennes de la radio nationale et la radio communautaire.

QUELS FACTEURS DE RÉUSSITE ?

➔ Neutralité et équilibre au sein des formations

Le choix des participants doit garantir un équilibre entre les différentes confessions religieuses, mais aussi une représentation des jeunes et des femmes, souvent leaders communautaires. Il est également indispensable que le lieu de la formation soit neutre et non lié à une confession en particulier. Il est important que les participants ne se sentent pas en infériorité ou supériorité et qu'ils se sentent en sécurité et en confiance pour dialoguer. De même, les formateurs étaient issus des 3 principales confessions religieuses : musulmans, catholiques et protestants.

➔ La formation doit s'appuyer sur les connaissances et expériences des participants

Au début de la formation, un brainstorming sur la question du dialogue inter religieux permet de tester la connaissance du dialogue inter religieux chez les participants. Les réponses permettent ensuite de développer plus ou moins les modules qui s'articulent autour du dialogue, de la liberté religieuse et de la tolérance. Il est important que les participants partent de leurs expériences : les travaux de groupes autour de questions simples « *comment vivez-vous ensemble ?* » permettent de libérer la parole et d'identifier des problématiques à approfondir.

➔ **Les débats doctrinaux ne doivent pas être abordés dans les premières sensibilisations communautaires**

Tout ce qui peut être relié à des jugements de valeurs ou à des interprétations ou débats doctrinaux (par exemple : « les chrétiens disent que nous sommes tous les enfants de Dieu alors que les musulmans disent que Dieu n'a pas engendré ») ne doivent pas être abordés car ils sont clivants et que les participants n'ont pas le bagage théologique pour bien les problématiser. ACADIR traite ces questions au niveau de ses membres et des leaders religieux, ces derniers peuvent ensuite sensibiliser leurs fidèles.

CHIFFRES CLÉS

11

confessions religieuses rencontrées

448

leaders communautaires et religieux formés.
Parmi eux 108 jeunes et femmes

4

cellules communales d'ACADIR créées

67

séances de restitution et de sensibilisation.
30 dans les mosquées (400 fidèles) et 37 dans les églises (1340 fidèles)



DURABILITÉ

La création d'antenne communale d'ACADIR sur la base du volontariat suite aux formations organisée permet une continuité des actions de promotion du dialogue interreligieux dans la mesure où l'antenne régionale d'ACADIR a un rôle d'animation et de toutes les antennes locales. Les antennes communales restent ainsi liées à une dynamique plus large et sont associées aux activités régionales.

FICHE 8 RENCONTRES CULTURELLES, SPORTIVES ET CITOYENNES

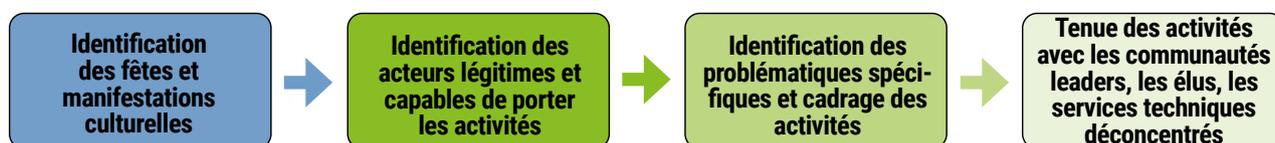
OBJECTIF

L'objectif de ce volet d'activités était d'accompagner les communautés et groupes (ethniques/religieux) pour **débattre des problématiques de vivre ensemble et de partager des activités positives** afin de consolider la cohabitation pacifique, la tolérance, l'entente, l'acceptation, l'esprit d'ouverture et de compréhension.

Plus précisément, il s'agissait de :

- **Valoriser et capitaliser** le savoir-faire, les cultures, les bonnes pratiques à travers les activités de promotion de vivre ensemble et de la cohésion sociale ;
- **Renforcer les capacités** des OBC pour qu'elles s'impliquent davantage dans la consolidation du vivre ensemble et de la cohésion sociale.

DÉROULEMENT



La première étape s'est déroulée lors des diagnostics communautaires et des diagnostics organisationnels des organisations à base communautaire (OBC). Pendant ces temps, l'équipe du Pilier 1A du RESILAC a procédé à l'identification des périodes de fêtes ou de manifestations à caractères culturels au sein des communautés.

Les animateurs du CDD ont ensuite accompagné les leaders communautaires pour identifier les problèmes qui opposent les communautés et impactent sur la cohésion sociale. Puis, il s'est agi de travailler collectivement sur ces problèmes pour trouver des solutions et bâtir des relations intercommunautaires et intracommunautaires à travers le divertissement.

Pour le déroulement effectif de l'activité au sein des communautés, deux étapes ont été souvent nécessaires :

- la première concerne les descentes préparatoires avec pour objectif de recueillir des informations utiles à la réalisation des activités. Elles ont eu lieu en lien étroit avec les OBC, acteurs de la mise en œuvre et ont permis d'affiner la stratégie de mise en œuvre de l'activité, de l'enrichir et de la réorienter pour que les tâches à réaliser et les acteurs soient clairement identifiés.
- la seconde phase était marquée par le déroulement des événements à travers des sketches, du football, des activités collectives (*investissements humains*), des danses traditionnelles, des marches citoyennes (défilés) et des débats citoyens.

Les principaux événements ont été des :

- **débats citoyens sur l'engagement citoyen et la place de la femme** au sein de la communauté : à l'occasion de la Journée internationale des droits de la Femme à Mora en mars 2022, en marge des activités officielles, 6 associations de femmes ont organisé une activité à Oudjila pour débattre et promouvoir leurs droits (scolarisation des filles, accès à l'eau potable, mariages précoces, etc).
- **caravanes et danses traditionnelles** à travers lesquelles les communautés sont sensibilisées sur l'acceptation des diversités culturelles et religieuses, sur la tolérance, la gestion pacifique des conflits, la paix et la cohésion sociale.
- **tournois de la cohésion sociale avec des activités sportives et culturelles** : la composition des équipes a été un grand facteur de cohésion sociale car elle mêlait des jeunes de divers villages, ethnies et religions.
- **travaux communautaires** qui permettent de briser les barrières entre les communautés. Toutes les principales places publiques ont été nettoyées (Églises, écoles, Chefferies, marché, mosquée, centre de santé). Il s'agit d'une première dans le village : les populations ont fortement apprécié l'initiative et ont pris l'engagement de le refaire.



Exemple à Mora, des activités récréatives/sportives, des défilés, des danses patrimoniales, des débats citoyens, des sketches et activités d'intérêt communautaires ont été organisées entre le 4 et le 8 mars 2022. Trois chefs de cantons et 14 leaders traditionnels (Lawan) ont été associés et 667 personnes dont 517 femmes et 150 hommes ont participé.

L'organisation de l'activité dans les trois cantons des Podoko, a été préparée par la plateforme des 6 OBC des femmes d'Ouzlegaya et les leaders des toutes les associations y compris les OBC non accompagnées. 5 rencontres préalables ont été tenues au sein des villages. Cette activité réalisée

pour la première fois dans cette partie du Massif a été très bien accueillie dans la communauté car depuis l'existence de l'insécurité, autant de communautés n'avaient pu se réunir. La particularité de cette activité est que ce sont majoritairement des femmes qui se sont impliquées pour la mobilisation et le succès de l'évènement. Il leur a permis d'organiser les manifestations de la Journée Internationale de la Femme au niveau local et non au centre urbain à

Mora (ville), ce qui leur a permis de discuter concrètement de leurs difficultés et de leur environnement, ce qui est moins possible dans le centre urbain qui leur est lointain. Les femmes ont pu mieux discuter de leurs problèmes au niveau local. Cela a malheureusement valu une plainte du préfet qui a déploré le manque de participantes aux manifestations officielles dans le centre urbain de Mora.

CONSEILS À RETENIR

➔ Les événements socio-culturels et de débat sont l'occasion de mettre en avant les femmes et de les valoriser

Les OBC femmes sont dynamiques et capables d'organiser des activités du vivre ensemble par elles-mêmes. Ces activités ont permis aux femmes d'avoir confiance en elles et permis un bon rapprochement entre les communautés tout en valorisant les femmes au sein de la communauté.

➔ L'organisation doit être portée par les leaders et les communautés et s'intégrer au calendrier local

En plus de garantir une appropriation et une forte mobilisation des participants, cela contribue à la pérennisation des activités. Il est important que leaders et communautés aient les outils pour organiser d'autres activités.

➔ La cohésion sociale doit être prise en compte dans toutes les activités

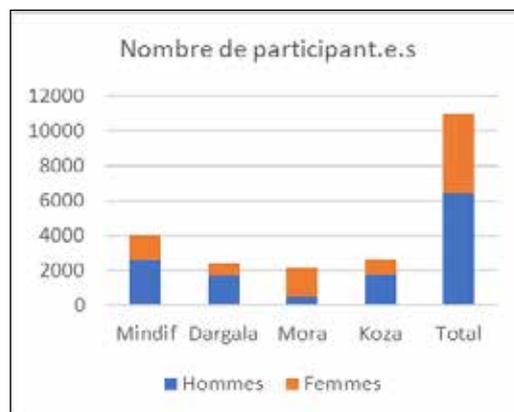
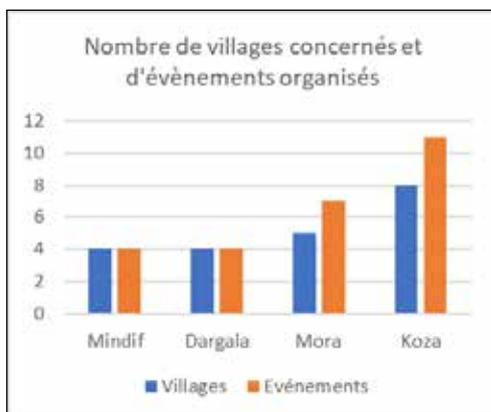
Les activités sont certes des lieux festifs qui permettent la mobilisation de communautés diverses, ce qui n'exclut pas au contraire, qu'elles doivent toutes être pensées en termes d'apport et de valorisation des valeurs de cohésion sociale. Il est indispensable de s'interroger pour déterminer en quoi l'activité va contribuer au vivre ensemble, à déconstruire des préjugés, à mélanger des groupes qui ont peu l'habitude de se côtoyer. Ainsi, un tournoi de foot peut devenir une occasion de faire jouer des filles et des garçons au sein d'équipes mixtes et d'inviter les anciens et les leaders traditionnels à les soutenir.

Avant, pendant et après, des messages de cohésion ou des valeurs communes sont délivrés ; de même, chaque activité peut être accompagnée de débats sur le vivre ensemble ou sur des problèmes qui fragilisent le vivre ensemble.

5. Fiches activités

➔ Les particularités culturelles doivent être respectées et promues

Attention à ne pas vouloir nier les différences ou à vouloir assimiler un groupe à un autre, il s'agit plutôt de montrer qu'au-delà des particularismes, les communautés peuvent partager des valeurs, des activités. Ainsi par exemple, il a été question de présenter les génies culturels des groupes, de valoriser les diversités créatrices et de puiser dans chaque tradition, culture et religion quelque chose de positif à capitaliser pour un vivre ensemble harmonieux. Chacun doit pouvoir se sentir accepté et à l'aise avec l'histoire de sa communauté, avec sa religion, avec son âge ou son genre.



RÉSULTATS

Les activités se sont déroulées de décembre 2019 à en avril 2022.

Au total, **26 événements mobilisant 21 villages ont été organisés. 11 020 personnes** y ont pris part (58% d'hommes et 42% de femmes). Des communautés voisines des communes RESILAC étaient également présentes.

46 chefs traditionnelles (Lawans, Djaoros), 10 exécutifs communaux (maires ou adjoints), 16 sectoriels ont assisté aux différents événements (manifestations, débats citoyens, matchs...).

La promotion du vivre ensemble et de cohésion est une activité qui mobilise les communautés et qui leur permet de **retracer les liens historiques entre elles et de s'unir autour de valeurs communes** sans distinction des religions, des ethnies, des clans, des villages et commune. Les activités socio-culturelles (dances) et sportives sont des activités particulièrement attractives pour les jeunes.

Pendant les activités, les communautés **oublient leurs divergences et se rapprochent spontanément les unes des autres**. Les jeunes issus des différentes croyances religieuses (musulmanes et chrétiennes) se sont rapprochés dans les jeux de football, les jeux de sketches et les danses).

DURABILITÉ

Le portage par les leaders et les communautés est un gage de pérennisation ; le fait qu'il y ait une forte tradition de célébration des journées nationales et internationales est aussi un facteur de durabilité.



Félicitations et encouragements à toutes celles et ceux qui se sont engagés au service de la paix et du vivre ensemble dans leurs communautés. Qu'ils soient chefs religieux ou traditionnels, qu'elles soient responsables ou simples membres de groupements et d'associations, qu'elles et ils soient leaders associatifs ou communautaires, leur mobilisation a guidé les activités et tisse aujourd'hui les liens sociaux de la résilience.

Merci à André YONGA, Martine MAIDJANE, Veved GONI, Jean BOUNABE, Prisca FINGAR, Marc WOWEH du CDD, merci au Révérend Samuel HETECK, Monseigneur Gilbert DAMBA WANA, Père Antonio Juan Antonio AYANZ et Illyassa ADAMA de l'ACADIR Extrême Nord pour leur engagements, leurs compétences, leurs accompagnements exigeants et bienveillants des communautés, des groupes religieux et associatifs.

